



Étude des crédits 2018-2019

Secrétariat du Conseil du trésor
Centre de services partagés du Québec
Société québécoise des infrastructures

Demande de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'opposition

Volume 3

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P01	Organismes et agences; membres C.A.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
P02	Formation	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer : - le lieu ; - le coût ; - la ou les dates de participation ; - le nombre de participants ; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; - le nom de la formation ou de l'activité.
P03	Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI	Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
P04	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2017-2018, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.
P05	Occasionnel devenu permanent	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
P06	Optimisation des ressources et compressions de dépenses	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
P07	Sondages	Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
P08	Avis juridiques	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
P09	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
P10	Baux SIQ	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés, en 2017-2018.
P11	Concours et tirages	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
P12	Campagnes de publicité et de sensibilisation	Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P13	Subventions du Ministère	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
P14	Employés affectés aux affaires publiques	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; • le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; • le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes. • le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
P15	Coûts préparation Étude des crédits	<p>Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).</p>
P16	Détail du contrôle des effectifs de 2 %	<p>Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 de même que les prévisions pour l'année 2018-2019, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.</p>
P17	Évolution d'employé par ministère depuis 2003	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.</p>
P18	Nombre de départs	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.
P19	Dépenses en RH par ministère	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'employés, - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.
P20	Les 20 plus hauts salaires	<p>Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P21	Plan respect des objectifs	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2017-2018 et 2018-2019 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
P22	Art. 46 LAP Ressources financières	Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques. - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels. - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.
P23	Liste et solde des fonds	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2017-2018 pour chacun de ces fonds.
P24	Hausse taxes, impôt	Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$ - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatiques.
P25	Crédits périmés Gel de crédit	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2016-2017 et 2017-2018.
P26	Économies	Total des économies non récurrentes observées en 2016-2017 et 2017-2018 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.
P27	Économies > 1M	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2016-2017 et 2017-2018 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).
P28	Crédits affectés dépenses non récurrentes	Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2016-2017 et 2017-2018 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).
P29	Prévision de crédits affectés dépenses non récurrents	Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2018-2019 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P30	Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.
P31a	ETC hors régions métropolitaines	Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes;
P31b	ETC région métropolitaine QC	Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes.
P31c	ETC région métropolitaine MTL	Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes.
P32	Nombre organismes gouvernementaux	Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2017-2018 et pour chacune des 5 années précédentes.
P33	Programmes gouvernementaux	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003, ventilés par années. • Également le nombre de programmes abolis et créés depuis 2014.
P34	Employés congédiés	Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.
P35	Occasionnel devenu permanent	Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par genre.
P36	Entités recommandées	Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.
P37	Études privatisation	Copie de toutes les études ou analyses produites en 2016-2017 et en 2017-2018 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.
P38	Études rétention des employés	Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2017-2018.
P39	Taux d'absentéisme	Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.
P40	Évolution d'employé par ministère depuis 2004 par statut d'emploi	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.
P41	Coûts de système M/O	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2016-2017 et 2017-2018.
P42	Prévisions de l'évaluation des coûts de système	Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.)
P43	Service de consultation en informatique	Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.
P44	Service de communication et de planification stratégique	Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.
P45	Service de génie de toutes sortes	Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes.
P46	Agences de publicité	Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P47	Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses	Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.
P48	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.
P49	Écart salarial Rev. QC et Rev. Can	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
P50a	Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.
P50b	Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.
P50c	Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.
P50d	Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.
P50e	Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.
P50f	Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'informatique	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.
P51	Unités autonomes	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
P52	Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement	Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2016-2017 et 2017-2018 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
P53	Dépenses annuelles en informatique	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires
P54	Actifs radiés en informatique	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes
P55	Crédits prévus dans le budget de dépenses	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses.
P56	Crédits réellement dépensés du ministère et organismes	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.
P57	Crédits prévus en fonds spéciaux	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P58	Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.
P59	Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachées à ces ministères.
P60	Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachées à ces ministères.
P61	Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.
P62	Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.
P63	Crédits prévus aux comptes à fin déterminée	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.
P64	Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.
P65	Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.
P66	Crédits réellement dépensés - «dépenses financées par le régime fiscal »	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.
P67	Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
P68	Crédits réellement dépensés - «ajustements de consolidation »	Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
P69	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2017-2018 et coûts associées à chacune d'elles.
P70	Logiciel libre	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
P71	Études, analyses et recherche CSPQ	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.
P72	Études, analyses et recherche sur l'informatique	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisés pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2017-2018.
P73	Recommandations - stratégie en TI	Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).
P74	Dirigeants réseaux de l'information	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
P75	Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2016-2017 et 2017-2018.
P76	Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2017-2018 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
P77	Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance	Liste des organismes ayant soumis en 2017-2018 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P78	Tableau de bord	<p>Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord. - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet. - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
P79	Dépenses en RI des MO	<p>Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2017-2018 en spécifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées - Ventilation par année et par ministère et organismes.
P80	Concours de recrutement	<p>Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2014-2015 à 2017-2018 avec, pour chacun de ces concours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de postes offerts - Le nombre de postulants - La date - La nature réservée ou non - Le taux de réussite - La répartition par région administrative - La date de publication des résultats
P81	Minorités visibles postulant à des concours	<p>Pour chacun des concours précédant, mentionner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles - Le nombre de personnes handicapées - Le nombre d'anglophone - Le nombre d'autochtones - Le nombre de jeune de 35 ans et moins
P82	Mesures de contrôle de dépenses	<p>Pour les années comprises entre 2014-2015 jusqu'à 2017-2018, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.</p>
P83	Bilan - stratégie de gestion des dépenses	<p>Bilan des mesures déterminées par les ministères et organismes de la stratégie de gestion des dépenses du budget de 2017-2018 et prévisions 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Réduction du coût des communications gouvernementales; b) Approvisionnement en commun dans le réseau de la santé et des services sociaux; c) Poursuite des travaux visant l'adoption des meilleures pratiques pour améliorer la pertinence des soins de santé et les services sociaux ainsi que l'efficacité des services de santé physique; d) Poursuite de la révision de la structure organisationnelle de la Sûreté du Québec; e) Optimisation des besoins pour les centres de détention; f) Rationalisation de diverses dépenses au portefeuille Transports, Mobilité durable et Électrification des transports; g) Regroupement des services gouvernementaux en région; h) Gains d'efficacité à la suite de la fusion des organismes responsables de l'encadrement du travail; i) Suspension des bonis au personnel de direction et d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux; j) Diminution de la contribution gouvernementale versée à la Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui a cours sur les marchés des produits agricoles; k) Mise en place d'une nouvelle structure de financement pour les services de garde; l) Rapatriement de certaines activités des bureaux d'immigration du Québec à Montréal; m) Réduction du recours aux services professionnels externes.
P84	Dépenses FINESSS	<p>L'impact de l'exclusion des dépenses qui étaient auparavant imputées au Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux (FINESSS) aux efforts requis pour combler l'écart à résorber prévu dans le discours économique du Québec de l'automne 2016.</p>
P85	Politique salariale	<p>Copie de la politique salariale</p>
P86	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	<p>Nombre de technicien et de professionnels oeuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les 10 dernières années en équivalent, ETC.</p>
P87	Nouveaux ETC en TI depuis 2014	<p>Nombre de nouveau ETC relié à l'informatique au CSPQ depuis 2014 par catégorie (105 et 108)</p>
P88	Projets AGILE	<p>Nombre de projet au CSPQ qui utilise le concept AGILE</p>
P89	Travaux en infonuagique	<p>État de situation de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.</p>

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P90	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
P91	Coût horaire moyen par ressource externe	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les 10 dernières.
P92	Coûts de la mise en place SAGIR	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de SAGIR ainsi que la variation annuelle des coûts liés à ce projet.
P93	Coûts de la mise en place RENIR	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR.
P94	Coût système Commission de la Construction du Québec	État d'avancement du système de référence de la Commission de la Construction du Québec en spécifiant l'échéancier et les coûts.
P95	Projets informatiques en cours au CSPQ	Liste de projets informatiques en cours au CSPQ par projet en détaillant les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagé et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.
P96	Bilan d'intégration - services aériens gouvernementaux	Bilan de l'intégration des services aériens gouvernementaux en incluant les économies réalisés.
P97	Bilan du passage de Bell à Télus	Bilan du passage de Bell à Télus en ce qui a trait aux télécommunications gouvernementales.
P98	Prix moyen d'achat - appareils TI	Prix moyen d'achat (du CSPQ) et de moyenne vente (aux ministères et organismes) des appareils suivant : - ordinateurs - blackberry - iPhone Comparaison avec les prix du marché.
P99	Politique de fixation de prix des appareils	Politique de fixation des prix des appareils suivants : - ordinateurs - blackberry - iPhone Comparaison avec les prix du marché.
P100	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services du CSPQ	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année et par type de services.
P101	Bilan PAE	Bilan de l'implantation du PAE du CSPQ et prévision pour 2018-2019.
P102	Nombre et liste des M/O ayant recours aux services de virtualisation	Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement et coût mensuel pour le service.
P103	Salaire annuel - président-directeur général	Salaire annuel total du nouveau et de l'ancien président-directeur général, en spécifiant la rémunération variable et les avantages sociaux.
P104	Nouvelle prévision - 7 phases SAGIR	Nouvelle prévision de coût pour les 7 phases de SAGIR.
P105	Employés et ressources externes DGSAGIR	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectées à SAGIR et mandat.
P106	Plan et échéanciers - mise à jour V11 Oracle	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version v.12 de la licence Oracle.
P107	Nombre employés et ressources - projet OLM - SGR2	Nombre d'employés et ressources utilisées depuis 2010 sur le projet pilote Oracle Learning management (OLM) du SGR2.
P108	État d'avancement - projet SIIC	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC)
P109	% utilisation des M/O offre permanente	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ depuis les deux dernières années.
P110	% utilisation des M/O des machines du CSPQ	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines du CSPQ (CPU et mémoires)
P111	Détails du projet UGO - ressources	Détails du projet UGO, ressources consacrées depuis 2010.
P112	Taux de rétention du personnel	Taux de rétention par catégorie de personnel au CSPQ pour les années entre 2010-2011 et 2017-2018.
P113	Suivi des embauches 500 informaticiens	Suivi des embauches des 500 informaticiens au CSPQ (ventilé par corps d'emplois).

**Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2018-2019**

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Table des matières

# demande 2018-2019 CAQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P114	Plan de transformation	Bilan de l'implantation du plan de transformation du CSPQ en 2018-2019.
P115	Rapport de gestion	Une copie du dernier rapport sur l'état de la gestion du CSPQ prévu à la loi sur le CSPQ.
P116	Plan stratégique	Une copie du plan stratégie du CSPQ.
P117	Économies réalisées	Ventilation des économies réalisées, par année, de 2015-2016 à 2017-2018.
P118	Ententes avec Services Québec	Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.
P119	Points de service	Liste des points de services de Services Québec et effectifs pour chacun d'eux.
P120	Dossiers citoyens	Nombre de « dossiers citoyens » actif en 2011-2012 à 2017-2018.
P121	Liste détaillée des projets au PQI	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d'activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ; e) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu ; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2018-2019 et chacune des années financières suivantes.
P122	Projets inscrits au PQI	Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.
P123	Projets sous-évalués inscrits au PQI	Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
P124	Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années	La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.
P125	Projets remis en question par le CT	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
P126	Projets remis en question par le CT	Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets
P127	Projets financés par un ministère et par un fonds	Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
P128	Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années	Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.
P129	Liste et valeur des projets à l'étude- SQI	Liste et valeur des projets à l'étude chez la SQI main non inscrite dans le PQI.
P130	Évolution annuelle des ETC - SQI	Évolution annuelle des ETC à Infrastructure Québec depuis sa création. Ventilation par poste.
P131	Bilan des actions Expertise interneSQI	État de situation et bilan des actions posées pour améliorer l'expertise chez Infrastructure Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Organismes et agences; membres CA

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer : - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 – Formation

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer : - le lieu ; - le coût ; - la ou les dates de participation ; - le nombre de participants ; - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; - le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	
Dépenses 2017-2018	
Logiciels	380 099,17 \$
Matériels	69 328,17 \$
Services professionnels	5 924 010,49 \$
- Rémunération interne *	4 455 982,00 \$
- Contrats externes	891 501,90 \$
- CSPQ	576 526,59 \$
Projets (Amortissement)	1 359 313,00 \$
TOTAL	7 732 750,83 \$

Note : Les dépenses 17-18 sont présentées en date du 28 février 2018.

* La rémunération interne inclut la DPRI et les efforts des autres secteurs de l'organisation en matière de continuité (pilotage) et d'encadrement en TI.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 – Comité interministériels

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2017-2018, en indiquant pour chacun : - son mandat ; - la liste des membres ; - le budget dépensé ; - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; - les résultats atteints.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 5 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 5 - Occasionnel devenu permanent

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.		
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2017-2018 (du 1 ^{er} avril au 31 décembre)
Occasionnels	Nombre	29
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	4,5%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	16
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	55,2%

Employés assujettis à la LFP.

Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Optimisation des ressources et compressions de dépenses

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Les documents « Stratégie de gestion des dépenses » du Budget de dépenses 2017-2018 et des Budgets de dépenses des exercices précédents présentent les efforts à réaliser ainsi que les principales mesures déterminées par les ministères et organismes.

Un bilan des principaux projets de révision des programmes réalisés depuis 2015-2016 est présenté au volume Stratégie de gestion des dépenses du Budget de dépenses 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

[Retourner à la table des matières](#)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Sondages

Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relèvent en 2017-2018 , en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

SECTEUR :

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Aucune		

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Avis juridiques

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Pour les avis juridiques externes, nous vous demandons de référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé.

Les avis juridiques demandés par le Secrétariat ou le cabinet du ministre sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés, lequel prévoit ce qui suit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. » (nos soulignements)

Le droit au secret professionnel appartient au gouvernement et lui seul peut y renoncer.

La Loi sur le ministère de la Justice prévoit à son article 3 que « Le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. ». C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Le ministre de la Justice doit être consulté à ce sujet. Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, nous ne pouvons donner suite à votre demande de vous communiquer la liste et copie de tous les avis juridiques demandés en 2017-2018 par le SCT ou le cabinet dans le cadre de l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 – Contrats traduction

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$, cette question est répondue par la demande générale numéro 7.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 – Baux SQI

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés, en 2017-2018.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 17.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Il n'y a eu aucun concours ou tirage durant la période visée.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses/>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Subventions du Ministère

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucun programme de financement ou de subventions pour l'année 2017-2018.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Employés affectés aux affaires publiques

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cet fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

- a) Deux employé(s) de la Direction des communications sont affectés aux affaires publiques.
- b) Les dépenses liées aux affaires publiques sont présentées dans la demande de renseignements généraux numéro 4.
- d) Les sommes investies en veille médiatique supérieures à 1 000 \$ et inférieures à 25 000 \$ sont incluses dans la demande de renseignements généraux numéro 7 (contrats). Pour les sommes de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Coûts préparation Étude des crédits

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Les coûts reliés à la préparation de l'exercice des crédits budgétaires n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation spécifique. L'ensemble des unités et des sous-secrétariats du Secrétariat du Conseil du trésor contribuent à des degrés variables à la préparation de cet exercice de reddition de comptes.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 – Détail du contrôle des effectifs de 2%

Donnez le détail du contrôle des effectifs qui s'est produit pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 de même que les prévisions pour l'année 2018-2019, pour respecter la cible de réduction des effectifs de 2 % qui est décrite en page A.50 du plan budgétaire de 2015-2016.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 62.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 17 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	FÉVRIER 2018
010-Culture et des Communications	Régulier	340
	Occasionnel	17
	Étudiant	19
Total 010-Culture et des Communications		376
030-Relations internationales et de la Francophonie	Régulier	279
	Occasionnel	35
	Étudiant	11
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		325
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	453
	Occasionnel	55
	Étudiant	16
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		524
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	1 724
	Occasionnel	229
	Étudiant	27
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		1 980
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	753
	Occasionnel	592
	Étudiant	79
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 424
060-Santé et Services sociaux	Régulier	721
	Occasionnel	35
	Étudiant	44
Total 060-Santé et Services sociaux		800
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 599
	Occasionnel	143
	Étudiant	208
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 950
065-Famille	Régulier	428
	Occasionnel	29
	Étudiant	29
Total 065-Famille		486
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1 402
	Occasionnel	217
	Étudiant	46
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		1 665
095-Sécurité publique	Régulier	5 010
	Occasionnel	590
	Étudiant	68
Total 095-Sécurité publique		5 668
140-Conseil exécutif	Régulier	942
	Occasionnel	217
	Étudiant	45
Total 140-Conseil exécutif		1 204
160-Conseil du trésor	Régulier	536
	Occasionnel	10
	Étudiant	14
Total 160-Conseil du trésor		560
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Régulier	14
	Occasionnel	1
	Étudiant	1
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		16
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4
	Occasionnel	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4
210-Finances	Régulier	532
	Occasionnel	31
	Étudiant	41
Total 210-Finances		604
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	25
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		26
240-Retraite Québec	Régulier	1 786
	Occasionnel	260
	Étudiant	57
Total 240-Retraite Québec		2 103
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier	69
	Occasionnel	15
	Étudiant	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		84

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	2
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		2
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	408
	Occasionnel	41
	Étudiant	59
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		508
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Régulier	28
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		29
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	41
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		43
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	29
	Occasionnel	1
	Étudiant	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		33
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	23
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		24
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	691
	Occasionnel	65
	Étudiant	30
Total 280-Économie, Science et Innovation		786
289-Conseil de la magistrature	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 289-Conseil de la magistrature		6
293-Coroner	Régulier	39
	Occasionnel	10
	Étudiant	4
Total 293-Coroner		53
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 841
	Occasionnel	552
	Étudiant	84
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 477
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier	4
	Occasionnel	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		6
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	233
	Occasionnel	33
	Étudiant	6
Total 323-Institut de la statistique du Québec		272
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	72
	Occasionnel	18
	Étudiant	8
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		98
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	110
	Occasionnel	19
	Étudiant	7
Total 344-Office de la protection du consommateur		136
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 755
	Occasionnel	159
	Étudiant	98
Total 347-Centre de services partagés du Québec		2 012
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Régulier	1 119
	Occasionnel	357
	Étudiant	88
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		1 564
360-Office des professions du Québec	Régulier	71
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 360-Office des professions du Québec		72
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	453
	Occasionnel	36
	Étudiant	29
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		518
368-Commission municipale du Québec	Régulier	23
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 368-Commission municipale du Québec		24
370-Assemblée nationale	Régulier	462
Total 370-Assemblée nationale		462

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 17 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Régulier	10
	Occasionnel	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		10
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier	5
	Occasionnel	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		5
374-Vérificateur général	Régulier	275
	Occasionnel	1
	Étudiant	9
Total 374-Vérificateur général		285
379-Transition énergétique Québec	Régulier	76
	Occasionnel	7
	Étudiant	9
Total 379-Transition énergétique Québec		92
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 572
	Occasionnel	152
	Étudiant	49
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 773
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	155
	Occasionnel	43
	Étudiant	15
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		213
387-Conseil de gestion du Fonds vert	Régulier	9
Total 387-Conseil de gestion du Fonds vert		9
390-Sûreté du Québec	Régulier	727
	Occasionnel	129
	Étudiant	7
Total 390-Sûreté du Québec		863
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	35
	Occasionnel	2
	Étudiant	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		38
400-Justice	Régulier	1 931
	Occasionnel	1 560
	Étudiant	59
Total 400-Justice		3 550
402-Comité de déontologie policière	Régulier	13
	Occasionnel	
Total 402-Comité de déontologie policière		13
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	50
	Occasionnel	7
	Étudiant	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		58
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier	43
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		43
415-Tribunal administratif du Travail	Régulier	489
	Occasionnel	18
	Étudiant	13
Total 415-Tribunal administratif du Travail		520
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	31
	Occasionnel	13
	Étudiant	8
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		52
430-Commission de la fonction publique	Régulier	38
	Occasionnel	1
	Étudiant	1
Total 430-Commission de la fonction publique		40
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	242
	Occasionnel	41
	Étudiant	21
Total 450-Tribunal administratif du Québec		304
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10
	Occasionnel	1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		11
510-Régie du logement	Régulier	179
	Occasionnel	22
	Étudiant	17
Total 510-Régie du logement		218
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	527
	Occasionnel	52
	Étudiant	10
Total 520-La Financière agricole du Québec		589
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	107
	Occasionnel	18
	Étudiant	4
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		129

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 17 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	129
	Occasionnel	157
	Étudiant	4
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		290
560-Curateur public	Régulier	579
	Occasionnel	120
	Étudiant	57
Total 560-Curateur public		756
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	697
	Occasionnel	20
	Étudiant	20
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		737
630-Directeur général des élections	Régulier	236
	Occasionnel	74
	Étudiant	9
Total 630-Directeur général des élections		319
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	24
	Occasionnel	4
	Étudiant	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		29
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		6
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5 242
	Occasionnel	1 031
	Étudiant	215
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		6 488
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 892
	Occasionnel	954
	Étudiant	214
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		5 060
710-Office québécois de la langue française	Régulier	212
	Occasionnel	15
	Étudiant	6
Total 710-Office québécois de la langue française		233
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	347
	Occasionnel	16
	Étudiant	22
Total 730-Société d'habitation du Québec		385
771-Fonds Accès Justice	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 771-Fonds Accès Justice		6
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier	274
	Occasionnel	8
	Étudiant	13
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		295
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	473
	Occasionnel	114
	Étudiant	27
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		614
781-Fonds Aérien	Régulier	168
	Occasionnel	47
	Étudiant	5
Total 781-Fonds Aérien		220
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	4 279
	Occasionnel	841
	Étudiant	280
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		5 400
812-Fonds des services de police	Régulier	1 017
	Occasionnel	328
	Étudiant	9
Total 812-Fonds des services de police		1 354
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	189
	Occasionnel	11
	Étudiant	25
Total 814-Fonds de partenariat touristique		225
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	391
	Occasionnel	23
	Étudiant	36
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		450
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	284
	Occasionnel	105
	Étudiant	16
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		405

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 17 - Évolution d'employé par ministère depuis 2003

826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	128
	Occasionnel	26
	Étudiant	4
Total 826-Fonds des ressources naturelles		158
830-Commission des transports du Québec	Régulier	98
	Occasionnel	14
	Étudiant	2
Total 830-Commission des transports du Québec		114
839-Fonds de la sécurité routière	Régulier	12
	Étudiant	
Total 839-Fonds de la sécurité routière		12
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1 152
	Occasionnel	25
	Étudiant	86
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 263
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	7
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		9
874-Fonds du financement	Régulier	11
	Occasionnel	3
Total 874-Fonds du financement		14
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	119
	Occasionnel	20
	Étudiant	1
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		140
Grand total	Régulier	51 520
	Occasionnel	9 804
	Étudiant	2 397
		63 721

Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujéti à la LFP.
 Données présentées selon la structure budgétaire 2017-2018.
 Données compilées en mars (paie 24) pour l'année budgétaire 2017-2018.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2017-2018*
010-Culture et des Communications	1-Retraite	10
	2-Démission	3
	3-Autres départs	2
Total 010-Culture et des Communications		15
030-Relations internationales et de la Francophonie	1-Retraite	7
	2-Démission	
	3-Autres départs	4
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		11
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	1-Retraite	16
	2-Démission	7
	3-Autres départs	2
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		25
052-Forêts, Faune et Parcs	1-Retraite	43
	2-Démission	15
	3-Autres départs	23
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		81
055-Immigration, Diversité et Inclusion	1-Retraite	38
	2-Démission	7
	3-Autres départs	1
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		46
060-Santé et Services sociaux	1-Retraite	28
	2-Démission	16
	3-Autres départs	4
Total 060-Santé et Services sociaux		48
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-Retraite	45
	2-Démission	11
	3-Autres départs	4
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		60
065-Famille	1-Retraite	14
	2-Démission	3
	3-Autres départs	2
Total 065-Famille		19
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1-Retraite	47
	2-Démission	11
	3-Autres départs	3
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		61
095-Sécurité publique	1-Retraite	112
	2-Démission	43
	3-Autres départs	72
Total 095-Sécurité publique		227
140-Conseil exécutif	1-Retraite	37
	2-Démission	5
	3-Autres départs	5
Total 140-Conseil exécutif		47
160-Conseil du trésor	1-Retraite	18
	2-Démission	8
	3-Autres départs	2
Total 160-Conseil du trésor		28
188-Tribunal administratif des marchés financiers	1-Retraite	
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		1
210-Finances	1-Retraite	14
	2-Démission	3
	3-Autres départs	2
Total 210-Finances		19
238-Conseil supérieur de l'éducation	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		
240-Retraite Québec	1-Retraite	61
	2-Démission	21
	3-Autres départs	5
Total 240-Retraite Québec		87
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	1-Retraite	3
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		4
245-Commissaire à la santé et au bien-être	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	1-Retraite	8
	2-Démission	5
	3-Autres départs	2
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		15
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	1-Retraite	2
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2017-2018*
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1-Retraite	4
	2-Démission	1
	3-Autres départs	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		6
267-Commissaire à la déontologie policière	1-Retraite	
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1-Retraite	3
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		3
280-Économie, Science et Innovation	1-Retraite	15
	2-Démission	8
	3-Autres départs	1
Total 280-Économie, Science et Innovation		24
289-Conseil de la magistrature	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 289-Conseil de la magistrature		
293-Coroner	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	2
Total 293-Coroner		2
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1-Retraite	106
	2-Démission	14
	3-Autres départs	19
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		139
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		1
323-Institut de la statistique du Québec	1-Retraite	5
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 323-Institut de la statistique du Québec		6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	1-Retraite	5
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5
344-Office de la protection du consommateur	1-Retraite	2
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 344-Office de la protection du consommateur		3
347-Centre de services partagés du Québec	1-Retraite	46
	2-Démission	18
	3-Autres départs	10
Total 347-Centre de services partagés du Québec		74
350-Éducation et Enseignement Supérieur	1-Retraite	47
	2-Démission	11
	3-Autres départs	1
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		59
360-Office des professions du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	3
	3-Autres départs	2
Total 360-Office des professions du Québec		6
367-Régie du bâtiment du Québec	1-Retraite	6
	2-Démission	7
	3-Autres départs	2
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		15
368-Commission municipale du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	2
Total 368-Commission municipale du Québec		3
370-Assemblée nationale	1-Retraite	14
	2-Démission	3
	3-Autres départs	2
Total 370-Assemblée nationale		19
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		1
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		1
374-Vérificateur général	1-Retraite	6
	2-Démission	12
	3-Autres départs	
Total 374-Vérificateur général		18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2017-2018*
379-Transition énergétique Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 379-Transition énergétique Québec		2
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1-Retraite	44
	2-Démission	14
	3-Autres départs	4
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		62
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	1-Retraite	11
	2-Démission	2
	3-Autres départs	
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		13
387-Conseil de gestion du Fonds vert	1-Retraite	
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 387-Conseil de gestion du Fonds vert		1
390-Sûreté du Québec	1-Retraite	18
	2-Démission	10
	3-Autres départs	2
Total 390-Sûreté du Québec		30
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		3
400-Justice	1-Retraite	61
	2-Démission	9
	3-Autres départs	7
Total 400-Justice		77
402-Comité de déontologie policière	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 402-Comité de déontologie policière		
408-Commission d'accès à l'information	1-Retraite	1
	2-Démission	3
	3-Autres départs	
Total 408-Commission d'accès à l'information		4
413-Bureau des enquêtes indépendantes	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		
415-Tribunal administratif du Travail	1-Retraite	22
	2-Démission	1
	3-Autres départs	2
Total 415-Tribunal administratif du Travail		25
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		1
430-Commission de la fonction publique	1-Retraite	1
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 430-Commission de la fonction publique		2
450-Tribunal administratif du Québec	1-Retraite	9
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 450-Tribunal administratif du Québec		9
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		
510-Régie du logement	1-Retraite	5
	2-Démission	1
	3-Autres départs	1
Total 510-Régie du logement		7
520-La Financière agricole du Québec	1-Retraite	17
	2-Démission	1
	3-Autres départs	1
Total 520-La Financière agricole du Québec		19
538-Office des personnes handicapées du Québec	1-Retraite	4
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		4
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1-Retraite	8
	2-Démission	2
	3-Autres départs	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		10
560-Curateur public	1-Retraite	16
	2-Démission	7
	3-Autres départs	3
Total 560-Curateur public		26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.

MINISTÈRE	MOTIF	2017-2018*
600-Energie et des Ressources naturelles	1-Retraite	18
	2-Démission	2
	3-Autres départs	2
Total 600-Energie et des Ressources naturelles		22
630-Directeur général des élections	1-Retraite	5
	2-Démission	3
	3-Autres départs	
Total 630-Directeur général des élections		8
660-Conseil du statut de la femme	1-Retraite	1
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 660-Conseil du statut de la femme		1
690-Conseil supérieur de la langue française	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	1-Retraite	274
	2-Démission	20
	3-Autres départs	34
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		328
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		
710-Office québécois de la langue française	1-Retraite	10
	2-Démission	3
	3-Autres départs	1
Total 710-Office québécois de la langue française		14
730-Société d'habitation du Québec	1-Retraite	12
	2-Démission	5
	3-Autres départs	2
Total 730-Société d'habitation du Québec		19
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1-Retraite	4
	2-Démission	5
	3-Autres départs	1
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		10
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	1-Retraite	13
	2-Démission	4
	3-Autres départs	2
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		19
781-Fonds Aérien	1-Retraite	6
	2-Démission	4
	3-Autres départs	
Total 781-Fonds Aérien		10
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	1-Retraite	115
	2-Démission	77
	3-Autres départs	28
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		220
812-Fonds des services de police	1-Retraite	36
	2-Démission	18
	3-Autres départs	2
Total 812-Fonds des services de police		56
814-Fonds de partenariat touristique	1-Retraite	11
	2-Démission	3
	3-Autres départs	1
Total 814-Fonds de partenariat touristique		15
817-Fonds d'information sur le territoire	1-Retraite	13
	2-Démission	3
	3-Autres départs	1
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		17
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	1-Retraite	10
	2-Démission	10
	3-Autres départs	
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		20
826-Fonds des ressources naturelles	1-Retraite	3
	2-Démission	3
	3-Autres départs	
Total 826-Fonds des ressources naturelles		6
830-Commission des transports du Québec	1-Retraite	3
	2-Démission	
	3-Autres départs	
Total 830-Commission des transports du Québec		3
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	1-Retraite	28
	2-Démission	31
	3-Autres départs	1
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		60
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	1-Retraite	
	2-Démission	
	3-Autres départs	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18 - Nombre de départs

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: - la retraite; - la démission; - la révocation pour incompétence; - la révocation pour incapacité; - la fin d'emploi; - le décès; - la mise à pied; - la destitution; - départ volontaire; - toute autre raison.		
MINISTÈRE	MOTIF	2017-2018*
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	1-Retraite	2
	2-Démission	1
	3-Autres départs	
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		3
Total	Retraite	1 550
	Démission	483
	Autres départs	276
Total général		2 309

Employés assujettis à la LFP.

Effectif régulier.

Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2017-2018.

* Les données couvrent la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.			
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
010-Culture et des Communications	Haute-direction,Cadres	3 065,3	38
	Professionnels	11 171,2	262
	PBTA/Ouvrier	3 073,1	105
	Autres	415,6	59
Total 010-Culture et des Communications		17 725,2	464
030-Relations internationales et de la Francophonie	Haute-direction,Cadres	5 200,3	64
	Professionnels	7 846,3	192
	PBTA/Ouvrier	2 595,9	96
	Autres	183,9	21
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		15 826,4	373
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Haute-direction,Cadres	4 658,3	58
	Professionnels	15 604,1	362
	PBTA/Ouvrier	4 197,5	146
	Autres	259,9	34
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		24 719,8	600
052-Forêts, Faune et Parcs	Haute-direction,Cadres	10 202,8	144
	Professionnels	29 087,4	629
	PBTA/Ouvrier	29 868,1	980
	Autres	16 509,0	531
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		85 667,2	2 284
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Haute-direction,Cadres	3 696,0	51
	Professionnels	14 322,0	356
	Enseignant	17 359,1	548
	PBTA/Ouvrier	10 659,3	394
	Autres	771,4	130
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		46 807,9	1 479
060-Santé et Services sociaux	Haute-direction,Cadres	7 659,6	96
	Professionnels	23 150,4	546
	PBTA/Ouvrier	6 687,3	267
	Autres	425,6	75
Total 060-Santé et Services sociaux		37 922,9	984
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute-direction,Cadres	7 582,8	108
	Professionnels	39 921,9	879
	PBTA/Ouvrier	26 467,9	965
	Autres	2 504,6	342
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		76 477,2	2 294
065-Famille	Haute-direction,Cadres	2 443,3	31
	Professionnels	13 802,2	311
	Enseignant	0,0	
	PBTA/Ouvrier	5 281,5	177
	Autres	337,6	45
Total 065-Famille		21 864,5	564
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Haute-direction,Cadres	7 429,7	99
	Professionnels	33 633,0	728
	Enseignant	8 282,3	214
	PBTA/Ouvrier	21 201,0	718
	Autres	939,8	150
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		71 485,8	1 909
095-Sécurité publique	Haute-direction,Cadres	26 749,0	462
	Professionnels	45 001,9	1 064
	PBTA/Ouvrier	26 154,5	1 050
	Autres	125 042,6	3 530
Total 095-Sécurité publique		222 948,0	6 106
140-Conseil exécutif	Haute-direction,Cadres	10 599,0	131
	Professionnels	35 102,4	829
	PBTA/Ouvrier	9 999,6	358
	Autres	684,7	98
Total 140-Conseil exécutif		56 385,7	1 416
160-Conseil du trésor	Haute-direction,Cadres	7 401,3	95
	Professionnels	18 510,8	434
	PBTA/Ouvrier	3 551,6	122
	Autres	177,6	28
Total 160-Conseil du trésor		29 641,3	679
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Haute-direction,Cadres	596,8	7
	Professionnels	265,4	6
	PBTA/Ouvrier	142,2	5
	Autres	6,6	1
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		1 011,0	19
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Haute-direction,Cadres	193,0	2
	Professionnels	55,0	1
	PBTA/Ouvrier	44,3	1
	Autres	0,0	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		292,3	4
210-Finances	Haute-direction,Cadres	7 434,0	95
	Professionnels	19 259,3	421
	PBTA/Ouvrier	3 177,1	113
	Autres	692,8	90
Total 210-Finances		30 563,3	719

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SecrÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
238-Conseil supérieur de l'éducation	Haute-direction,Cadres	244,3	3
	Professionnels	818,0	17
	PBTA/Ouvrier	180,6	7
	Autres	0,0	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1 242,9	27
240-Retraite Québec	Haute-direction,Cadres	8 266,6	121
	Professionnels	44 057,9	952
	Enseignant	0,0	
	PBTA/Ouvrier	35 601,1	1 263
	Autres	695,4	111
Total 240-Retraite Québec		88 620,9	2 447
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute-direction,Cadres	550,7	6
	Professionnels	3 055,1	75
	PBTA/Ouvrier	518,8	23
	Autres	0,0	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		4 124,6	104
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Haute-direction,Cadres	85,8	1
	Professionnels	121,3	5
	PBTA/Ouvrier	30,6	1
	Autres	7,3	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		245,0	8
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute-direction,Cadres	1 462,6	22
	Professionnels	3 112,3	71
	PBTA/Ouvrier	10 667,9	445
	Autres	806,1	109
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		16 048,9	647
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Haute-direction,Cadres	511,6	7
	Professionnels	865,5	16
	PBTA/Ouvrier	287,2	10
	Autres	16,4	1
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		1 680,7	34
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Haute-direction,Cadres	665,8	9
	Professionnels	1 035,2	25
	PBTA/Ouvrier	521,5	17
	Autres	17,0	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		2 239,5	52
267-Commissaire à la déontologie policière	Haute-direction,Cadres	405,7	4
	Professionnels	1 252,8	24
	PBTA/Ouvrier	211,3	7
	Autres	35,0	6
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		1 904,8	41
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Haute-direction,Cadres	310,7	7
	Professionnels	493,8	16
	PBTA/Ouvrier	191,6	6
	Autres	0,0	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		996,2	29
280-Économie, Science et Innovation	Haute-direction,Cadres	6 513,2	82
	Professionnels	25 136,4	569
	PBTA/Ouvrier	5 132,0	198
	Autres	536,8	68
Total 280-Économie, Science et Innovation		37 318,4	917
289-Conseil de la magistrature	Haute-direction,Cadres	98,2	1
	Professionnels	67,0	1
	PBTA/Ouvrier	102,7	4
Total 289-Conseil de la magistrature		267,9	6
293-Coroner	Haute-direction,Cadres	826,3	10
	Professionnels	516,7	12
	PBTA/Ouvrier	862,9	32
	Autres	41,0	7
Total 293-Coroner		2 247,0	61
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute-direction,Cadres	16 008,0	233
	Professionnels	61 846,3	1 318
	PBTA/Ouvrier	53 382,7	1 911
	Autres	13 007,3	473
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		144 244,3	3 935
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Professionnels	123,6	3
	PBTA/Ouvrier	82,2	4
	Autres	6,5	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		212,3	9
323-Institut de la statistique du Québec	Haute-direction,Cadres	1 217,6	15
	Professionnels	8 138,8	175
	PBTA/Ouvrier	2 674,1	173
	Autres	42,9	7
Total 323-Institut de la statistique du Québec		12 073,4	370
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	1 657,9	18
	Professionnels	1 573,6	34
	PBTA/Ouvrier	1 550,2	49
	Autres	122,2	18
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		4 904,0	119

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.			
MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
344-Office de la protection du consommateur	Haute-direction,Cadres	1 029,3	11
	Professionnels	2 155,5	42
	PBTA/Ouvrier	2 408,8	90
	Autres	62,0	10
	Total 344-Office de la protection du consommateur	5 655,7	153
347-Centre de services partagés du Québec	Haute-direction,Cadres	8 714,8	124
	Professionnels	49 787,3	1 171
	PBTA/Ouvrier	24 788,9	908
	Autres	1 071,8	148
	Total 347-Centre de services partagés du Québec	84 362,9	2 351
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Haute-direction,Cadres	8 038,7	108
	Professionnels	34 069,1	1 083
	PBTA/Ouvrier	14 270,9	579
	Autres	1 084,1	160
	Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur	57 462,8	1 930
360-Office des professions du Québec	Haute-direction,Cadres	1 828,0	20
	Professionnels	1 976,4	36
	PBTA/Ouvrier	617,7	20
	Autres	21,7	2
	Total 360-Office des professions du Québec	4 443,7	78
367-Régie du bâtiment du Québec	Haute-direction,Cadres	2 887,9	40
	Professionnels	6 674,8	144
	PBTA/Ouvrier	10 999,9	353
	Autres	387,4	57
	Total 367-Régie du bâtiment du Québec	20 950,0	594
368-Commission municipale du Québec	Haute-direction,Cadres	1 092,2	13
	Professionnels	319,0	6
	PBTA/Ouvrier	217,8	9
	Autres	0,0	
	Total 368-Commission municipale du Québec	1 629,0	28
370-Assemblée nationale	Haute-direction,Cadres	1 954,5	30
	Professionnels	8 987,0	186
	PBTA/Ouvrier	7 239,9	247
	Autres	1 527,9	44
	Total 370-Assemblée nationale	19 709,3	507
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Haute-direction,Cadres	129,1	2
	Professionnels	242,7	6
	PBTA/Ouvrier	95,4	3
	Autres	0,0	
	Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	467,2	11
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Haute-direction,Cadres	81,9	2
	Professionnels	236,1	5
	PBTA/Ouvrier	29,1	1
	Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie	347,1	8
374-Vérificateur général	Haute-direction,Cadres	3 702,4	44
	Professionnels	10 053,1	240
	PBTA/Ouvrier	711,1	25
	Autres	139,3	15
	Total 374-Vérificateur général	14 605,9	324
379-Transition énergétique Québec	Haute-direction,Cadres	649,4	9
	Professionnels	2 379,3	54
	PBTA/Ouvrier	745,7	27
	Autres	88,3	12
	Total 379-Transition énergétique Québec	3 862,7	102
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Haute-direction,Cadres	8 598,5	122
	Professionnels	44 355,7	974
	PBTA/Ouvrier	24 669,2	804
	Autres	896,5	138
	Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	78 519,8	2 038
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Haute-direction,Cadres	1 552,1	18
	Professionnels	2 741,6	63
	PBTA/Ouvrier	4 011,9	149
	Autres	178,5	32
	Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux	8 484,0	262
387-Conseil de gestion du Fonds vert	Haute-direction,Cadres	132,4	2
	Professionnels	94,0	5
	PBTA/Ouvrier	39,1	2
	Total 387-Conseil de gestion du Fonds vert	265,4	9
390-Sûreté du Québec	Haute-direction,Cadres	1 438,2	21
	Professionnels	12 941,8	320
	PBTA/Ouvrier	19 452,7	725
	Autres	149,9	28
	Total 390-Sûreté du Québec	33 982,6	1 094
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Haute-direction,Cadres	712,4	9
	Professionnels	679,3	14
	PBTA/Ouvrier	532,1	20
	Autres	18,0	3
	Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1 941,8	46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
400-Justice	Haute-direction,Cadres	11 861,4	158
	Professionnels	50 904,0	910
	PBTA/Ouvrier	65 503,8	2 724
	Autres	981,6	140
Total 400-Justice		129 250,8	3 932
402-Comité de déontologie policière	Haute-direction,Cadres	635,4	6
	Professionnels	160,6	3
	PBTA/Ouvrier	137,8	4
Total 402-Comité de déontologie policière		933,8	13
408-Commission d'accès à l'information	Haute-direction,Cadres	1 002,6	10
	Professionnels	1 595,2	32
	PBTA/Ouvrier	560,6	22
	Autres	15,4	2
Total 408-Commission d'accès à l'information		3 173,8	66
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Haute-direction,Cadres	1 881,0	28
	Professionnels	183,6	4
	PBTA/Ouvrier	93,6	3
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		2 158,1	35
415-Tribunal administratif du Travail	Haute-direction,Cadres	14 815,3	169
	Professionnels	9 938,0	157
	PBTA/Ouvrier	6 228,9	242
	Autres	161,8	24
Total 415-Tribunal administratif du Travail		31 144,0	592
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Haute-direction,Cadres	1 028,9	11
	Professionnels	544,5	18
	PBTA/Ouvrier	556,8	24
	Autres	117,4	12
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		2 247,5	65
430-Commission de la fonction publique	Haute-direction,Cadres	635,5	7
	Professionnels	1 071,0	30
	PBTA/Ouvrier	256,4	9
	Autres	0,0	
Total 430-Commission de la fonction publique		1 962,9	46
450-Tribunal administratif du Québec	Haute-direction,Cadres	9 737,3	102
	Professionnels	2 006,2	50
	PBTA/Ouvrier	3 865,0	157
	Autres	291,9	39
Total 450-Tribunal administratif du Québec		15 900,4	348
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute-direction,Cadres	120,2	2
	Professionnels	411,8	7
	PBTA/Ouvrier	81,0	3
	Autres	0,0	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		613,0	12
510-Régie du logement	Haute-direction,Cadres	4 742,9	50
	Professionnels	950,1	21
	PBTA/Ouvrier	4 245,1	142
	Autres	145,5	36
Total 510-Régie du logement		10 083,6	249
520-La Financière agricole du Québec	Haute-direction,Cadres	3 044,3	38
	Professionnels	16 308,5	359
	PBTA/Ouvrier	7 730,8	257
	Autres	178,7	26
Total 520-La Financière agricole du Québec		27 262,3	680
538-Office des personnes handicapées du Québec	Haute-direction,Cadres	568,0	8
	Professionnels	3 811,4	87
	PBTA/Ouvrier	1 193,6	39
	Autres	58,7	7
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		5 631,8	141
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute-direction,Cadres	1 343,4	17
	Professionnels	2 222,6	57
	Enseignant	4 290,7	116
	PBTA/Ouvrier	3 628,0	142
	Autres	38,5	10
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		11 523,1	342
560-Curateur public	Haute-direction,Cadres	3 147,0	42
	Professionnels	17 943,0	389
	PBTA/Ouvrier	9 641,2	340
	Autres	806,1	83
Total 560-Curateur public		31 537,3	854
600-Énergie et des Ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	4 171,3	62
	Professionnels	21 237,5	478
	PBTA/Ouvrier	8 703,9	288
	Autres	344,8	49
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		34 457,5	877
630-Directeur général des élections	Haute-direction,Cadres	1 713,2	22
	Professionnels	7 833,5	175
	PBTA/Ouvrier	4 121,2	158
	Autres	168,6	21
Total 630-Directeur général des élections		13 836,5	376

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
660-Conseil du statut de la femme	Haute-direction,Cadres	314,3	5
	Professionnels	633,9	17
	PBTA/Ouvrier	259,6	11
	Autres	9,2	4
Total 660-Conseil du statut de la femme		1 217,0	37
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute-direction,Cadres	208,0	2
	Professionnels	108,8	3
	PBTA/Ouvrier	62,3	3
	Autres	0,0	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		379,2	8
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Haute-direction,Cadres	25 371,4	359
	Professionnels	80 539,0	1 754
	PBTA/Ouvrier	146 617,9	4 896
	Autres	2 732,4	431
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		255 260,7	7 440
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Haute-direction,Cadres	20 323,9	268
	Professionnels	120 772,9	2 530
	PBTA/Ouvrier	71 391,5	2 462
	Autres	2 716,4	426
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		215 204,7	5 686
710-Office québécois de la langue française	Haute-direction,Cadres	1 303,4	16
	Professionnels	7 167,8	171
	PBTA/Ouvrier	2 187,9	70
	Autres	27,2	10
Total 710-Office québécois de la langue française		10 686,3	267
730-Société d'habitation du Québec	Haute-direction,Cadres	1 964,1	25
	Professionnels	11 568,8	275
	PBTA/Ouvrier	3 436,2	122
	Autres	253,4	38
Total 730-Société d'habitation du Québec		17 222,5	460
771-Fonds Accès Justice	Professionnels	233,7	7
	PBTA/Ouvrier	8,1	1
Total 771-Fonds Accès Justice		241,8	8
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Haute-direction,Cadres	1 531,7	21
	Professionnels	7 850,7	186
	PBTA/Ouvrier	3 216,8	107
	Autres	144,5	19
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		12 743,6	333
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Haute-direction,Cadres	3 592,6	53
	Professionnels	12 663,8	263
	PBTA/Ouvrier	17 366,7	1 195
	Autres	419,0	62
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		34 042,2	1 573
781-Fonds Aérien	Haute-direction,Cadres	515,0	7
	Professionnels	671,8	22
	PBTA/Ouvrier	9 539,1	205
	Autres	105,2	17
Total 781-Fonds Aérien		10 831,1	251
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Haute-direction,Cadres	17 748,6	294
	Professionnels	62 403,8	1 436
	PBTA/Ouvrier	114 793,8	4 593
	Autres	5 693,0	814
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		200 639,3	7 137
812-Fonds des services de police	Haute-direction,Cadres	2 040,6	38
	Professionnels	9 234,6	264
	PBTA/Ouvrier	32 238,8	1 241
	Autres	250,8	54
Total 812-Fonds des services de police		43 764,9	1 597
814-Fonds de partenariat touristique	Haute-direction,Cadres	1 438,9	19
	Professionnels	4 295,6	100
	PBTA/Ouvrier	3 485,3	129
	Autres	338,4	47
Total 814-Fonds de partenariat touristique		9 558,3	295
817-Fonds d'information sur le territoire	Haute-direction,Cadres	2 572,6	36
	Professionnels	8 996,7	209
	PBTA/Ouvrier	7 535,2	255
	Autres	482,7	52
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		19 587,2	552
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Haute-direction,Cadres	1 698,8	32
	Professionnels	1 727,6	36
	PBTA/Ouvrier	11 335,3	385
	Autres	144,8	32
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		14 906,4	485

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 19 - Dépenses en RH par ministère

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés les éléments suivants : - Le nombre d'employés; - Le nombre d'employés selon la classe; - La dépense en masse salariale; - La dépense en rémunération (avantages sociaux + salaire); - Le coût total moyen par employé; - Le coût total moyen par employé selon la classe d'employé.

MINISTÈRE	CTG EMPLOI	2017-2018 (Avril à décembre 2017)	
		MASSE SALARIALE (1 000\$)	NB PERSONNES
826-Fonds des ressources naturelles	Haute-direction,Cadres	679,5	11
	Professionnels	4 357,4	118
	PBTA/Ouvrier	2 105,0	84
	Autres	327,6	49
Total 826-Fonds des ressources naturelles		7 469,5	262
830-Commission des transports du Québec	Haute-direction,Cadres	1 588,5	20
	Professionnels	1 471,3	33
	PBTA/Ouvrier	2 010,2	77
	Autres	23,4	3
Total 830-Commission des transports du Québec		5 093,3	133
839-Fonds de la sécurité routière	Haute-direction,Cadres	79,4	1
	Professionnels	413,9	9
	PBTA/Ouvrier	114,0	5
	Autres	0,5	1
Total 839-Fonds de la sécurité routière		607,8	16
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Haute-direction,Cadres	5 791,5	86
	Professionnels	29 804,3	702
	PBTA/Ouvrier	19 589,9	793
	Autres	1 394,1	212
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		56 579,8	1 793
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Haute-direction,Cadres	0,0	
	Professionnels	259,4	7
	PBTA/Ouvrier	73,9	2
	Autres	0,0	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		333,4	9
874-Fonds du financement	Haute-direction,Cadres	0,0	
	Professionnels	461,8	15
	PBTA/Ouvrier	65,5	2
Total 874-Fonds du financement		527,3	17
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Haute-direction,Cadres	481,4	6
	Professionnels	2 301,1	53
	PBTA/Ouvrier	2 367,6	81
	Autres	15,0	3
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		5 165,0	143

Employés assujettis à la LFP.

Données selon la structure budgétaire 2017-2018. Les données couvrent la période d'avril à décembre 2017.

Un employé peut être compté en double si pendant l'année budgétaire il a changé de catégorie d'emploi ou de ministère.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2017-2018	
		SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
10	10-Culture et Communications	119 020	4
		128 917	1
		133 367	6
		144 708	1
		147 335	1
		150 722	1
		151 943	1
		160 899	2
		186 838	2
		217 888	1
		20	
30	30-Relations internationales et Francophonie	133 367	2
		144 708	2
		151 943	1
		155 637	1
		159 791	1
		160 899	9
		186 838	1
		199 063	1
		211 285	2
		20	
50	50-Affaires municipales et Occupation du territoire	144 708	5
		147 335	2
		152 258	1
		159 179	1
		159 540	1
		160 899	4
		186 838	4
		190 509	1
		217 888	1
		20	
52	52-Forêts, Faune et Parcs	133 367	14
		159 823	1
		160 899	1
		178 893	1
		186 838	1
		205 522	1
		211 285	1
		20	
55	55-Immigration, Diversité et Inclusion	119 020	6
		125 688	1
		128 112	1
		130 214	1
		130 842	1
		131 471	1
		133 367	2
		146 704	1
		160 899	3
		186 838	2
		217 888	1
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2017-2018	
		SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
60	60-Santé et Services sociaux	160 899	1
		165 642	1
		168 800	1
		186 838	5
		192 920	4
		199 063	1
		202 566	1
		205 522	1
		224 635	1
		232 647	1
		239 676	1
		273 800	1
		286 863	1
65	65-Famille	128 917	4
		132 099	1
		133 367	4
		142 081	1
		146 704	2
		150 494	1
		153 807	1
		160 889	1
		160 899	1
		166 733	1
		168 800	1
		186 838	1
		217 888	1
71	71-Tourisme	87 244	1
		87 737	3
		94 544	2
		95 907	2
		96 012	1
		102 063	1
		106 215	1
		117 493	1
		119 020	5
		131 973	1
		160 899	1
		194 688	1
		20	
80	80-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	141 630	2
		144 408	1
		144 708	1
		147 335	3
		151 621	1
		153 279	1
		153 807	1
		160 899	3
		161 132	1
		170 742	1
		186 838	3
		199 063	1
		211 285	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2017-2018	
		SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
95	95-Sécurité publique	150 722	1
		153 807	3
		160 899	1
		163 922	1
		168 944	1
		175 771	1
		186 838	5
		192 920	5
		217 888	2
140	140-Conseil exécutif	186 838	1
		198 584	1
		199 063	2
		203 285	2
		205 522	1
		210 976	1
		211 285	3
		214 141	1
		217 888	5
		232 414	1
		239 675	1
		261 467	1
160	160-Conseil du trésor	150 722	4
		153 026	1
		155 795	1
		160 899	2
		165 794	1
		168 944	1
		174 283	1
		186 838	4
		196 180	1
		199 063	3
		239 677	1
		20	
210	210-Finances	158 132	1
		160 899	4
		163 500	1
		168 800	1
		177 616	1
		180 212	1
		182 375	1
		185 840	1
		186 838	6
		192 748	1
		199 063	1
		263 645	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2017-2018	
		SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
280	280-Économie, Science et Innovation	119 020	3
		124 360	1
		125 688	2
		132 539	2
		133 367	2
		148 582	1
		158 440	1
		160 899	6
		199 063	1
		211 285	1
		20	
350	350-Éducation et Enseignement Supérieur	144 839	1
		152 752	1
		154 272	1
		161 497	1
		168 944	1
		170 850	10
		186 838	4
		217 888	1
		20	
370	370-Assemblée nationale	101 385	1
		103 795	1
		105 591	1
		106 215	2
		108 639	1
		112 166	1
		119 020	4
		125 688	1
		128 917	1
		133 367	2
		139 106	1
		139 423	1
		140 903	1
		150 722	2
		20	
380	380-Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	133 367	10
		146 704	1
		153 372	1
		160 899	2
		168 944	1
		186 838	4
		193 079	1
		20	
400	400-Justice	153 807	4
		160 899	4
		162 166	1
		165 795	1
		165 891	1
		167 181	3
		180 036	1
		189 378	1
		211 285	2
		217 888	2
		20	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 - Les 20 plus hauts salariés

Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidées les éléments suivants : - Le salaire annuel des 20 plus hauts salariés; - La rémunération totale des 20 plus hauts salariés.

NUMÉRO DU MINISTÈRE	MINISTÈRE	2017-2018	
		SALAIRE ANNUEL	Répartition des 20 plus hauts salariés
600	600-Énergie et Ressources naturelles	125 688	1
		133 367	14
		134 466	1
		186 838	2
		199 063	1
		211 285	1
		20	
700	700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	186 838	4
		192 920	11
		196 180	1
		199 063	1
		217 888	3
20			
850	850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	153 807	1
		154 336	1
		160 899	1
		170 037	1
		182 640	1
		186 838	6
		192 920	1
		199 063	1
		199 997	1
		201 944	1
		207 771	1
		213 658	2
		217 888	2
20			
900	900-Personnes désignées par l'Assemblée nationale	133 367	10
		150 722	1
		153 807	1
		160 899	4
		169 188	1
		186 838	1
		199 063	1
		217 888	1
20			

Employés assujettis à la LFP.

Données selon la structure de l'exercice financier 2017-2018.

Salaire annuel à la paie 24.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21 – Plan respect des objectifs

Détail des plans pour respecter les objectifs en 2017-2018 et 2018-2019 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 38.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22 - Art. 46 LAP Ressources financières

Depuis 2009-2010 et jusqu'au présent exercice, indiquer, en lien avec l'article 46 de la loi sur l'administration publique, pour chaque ministère, organisme, société d'État et organisation faisant parti des entités consolidés; les éléments suivants : - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans stratégiques; - Les ressources financières pour chacun des programmes du budget des dépenses qui sont spécifiquement consacrées à l'atteinte des objectifs des plans d'action annuels; - Les objectifs et les indicateurs ciblés pour chacun des ministères et programmes du budget des dépenses.

Il appartient à chaque ministère et organisme assujetti à la Loi sur l'administration publique de rendre compte dans son rapport annuel de gestion, des ressources utilisées pour atteindre les résultats aux objectifs fixés dans le plan stratégique organisationnel.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 23 - Liste et solde des fonds

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2017-2018 pour chacun de ces fonds.		
FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2015-2016
<p>Le volume Budget des fonds spéciaux 2018-2019 déposé à l'Assemblée nationale le 27 mars 2018 présente des prévisions de résultats des exercices 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les résultats réels 2016-2017 de chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, réparti par portefeuilles. Les résultats réels de chaque fonds spécial sont également présentés au volume 2 des comptes publics 2016-2017.</p>		

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 24 - Hausse taxes, impôt

Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac; - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées; - Hausse de la contribution des institutions financières; - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$; - Hausse des tarifs de garderies; - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec; - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ); - Privatisation d'Hydro-Québec; - Regroupement des Centres de traitement informatiques.

Le Ministère des Finances répondra à la demande, sauf pour le dernier point.

Pour le dernier point, concernant le regroupement des centres de traitement informatiques, nous vous informons qu'en vertu notamment de l'article 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », l'information ne vous est pas communiquées.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 25 – Crédits périmés, Gel de crédits

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2016-2017 et 2017-2018.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 36.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26 - Économies

Total des économies non récurrentes observées en 2016-2017 et 2017-2018 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.

Les mesures d'économie annoncées aux documents budgétaires ont généralement un caractère récurrent.

Par ailleurs, afin de respecter leurs enveloppes de dépenses, les ministères et organismes posent un nombre important de gestes administratifs pouvant avoir un caractère récurrent ou non récurrent. L'effet net de ces gestes se reflète dans les dépenses prévues et réelles présentées annuellement au Budget de dépenses et aux Comptes publics.

Enfin, parmi les mesures exigées spécifiquement par le Conseil du trésor, les mesures d'économies suivantes n'avaient pas nécessairement un caractère récurrent :

- Assurer une gestion serrée des achats;
- Limiter les dépenses suivantes à ce qui est jugé essentiel à la réalisation de la mission des ministères et organismes : le temps supplémentaire, le remboursement des dépenses de fonction du personnel d'encadrement et de la haute direction, les dépenses de formation, l'octroi de contrats, les dépenses de publicité, les dépenses de déplacement ainsi que pour la tenue de réunions et de rencontres à l'extérieur des lieux de travail, la promesse et l'octroi de subventions.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 – Économies > 1M\$

Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2016-2017 et 2017-2018 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).

Cette question est répondue par la demande numéro 26 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 - Crédits affectés dépenses non récurrentes

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2016-2017 et 2017-2018 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Des mesures sont proposées au Discours sur le Budget, reliées aux objectifs gouvernementaux. Certaines de ces mesures sont mises en place pour une période déterminée, et tel qu'annoncé, des ajustements sont apportés lorsque ces mesures prennent fin. La variation des crédits d'un exercice à l'autre est présentée au Budget de dépenses de chacun des exercices financiers.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 – Prévion de crédits affectés dépenses non récurrents

Total des prévisions de crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2018-2019 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).

Cette question est répondue par la demande numéro 28 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 - Manquements aux contrats de services Article 28 Loi 15

Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

Aucun manquement n'a été constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 31A - ETC hors régions métropolitaines

Concernant l'effectif de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes.	
RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018 (avril à décembre 2017)
01-Bas-Saint-Laurent	1 125,2
02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 044,6
04-Mauricie	1 110,3
05-Estrie	873,3
07-Outaouais	853,9
08-Abitibi-Témiscamingue	1 050,4
09-Côte-Nord	679,4
10-Nord-du-Québec	168,9
11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	798,1
17-Centre-du-Québec	453,6
90-Hors-Québec	7,0
Total hors régions métropolitaines de Québec et de Montréal	8 164,7

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.

Un nouveau système informatique a été mis en service au cours de l'année 2010-2011, lequel n'accepte pas les adresses de travail hors Québec.

Par conséquent, la grande majorité des employés travaillant hors Québec sont maintenant comptabilisés en fonction de l'adresse du siège social de l'organisation pour laquelle ils travaillent.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 31B - ETC région métropolitaine QC

Concernant l'effectif de la fonction publique : b) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes.	
	2017-2018 (Avril à décembre 2017)
03-Capitale-Nationale	19 952,3
12-Chaudière-Appalaches	1 038,3
Total région métropolitaine de Québec	20 990,6

¹ (ETC) Équivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 31C - ETC région métropolitaine MTL

Concernant l'effectif de la fonction publique : c) effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2017-2018 et chacune des 5 années précédentes.	
	2017-2018 (Avril à décembre 2017)
06-Montréal	8 802,5
13-Laval	760,9
14-Lanaudière	689,6
15-Laurentides	1 167,3
16-Montérégie	2 517,6
Total région métropolitaine de Montréal	13 937,9

¹ (ETC) Equivalent temps complet : Ces données incluent le nombre d'employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la LFP.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 32 - Nombre organismes gouvernementaux

Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux budgétaires et non-budgétaires pour l'année 2017-2018 et pour chacune des 5 années précédentes.

L'information concernant le nombre et liste total des organismes gouvernementaux budgétaires et non budgétaires pour les 5 années précédentes est disponible au volume 1 des Comptes publics pour chacune des années correspondantes.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33 - Programmes gouvernementaux

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003, ventilés par années. • Également le nombre de programmes abolis et créés depuis 2014.

Dans les dernières années, le gouvernement du Québec a posé des gestes concrets pour améliorer la performance de l'administration publique québécoise, notamment par la révision de programmes.

Ce processus a conduit à l'abolition ou à l'optimisation de plusieurs programmes et activités.

À titre d'exemple, le Conseil du trésor a lancé dans ses stratégies de gestion des dépenses 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 plusieurs projets de révision qui ont permis :

- d'abolir des structures administratives ;
- de regrouper des organismes ayant des mandats connexes ;
- de revoir des structures de gouvernance ;
- d'améliorer l'efficacité de l'administration publique.

Ainsi, depuis l'exercice financier 2015-2016, un total de 16 projets de révision se sont terminés et ont généré des économies cumulatives estimées à 2,2 milliards de dollars et des revenus supplémentaires estimés à 455 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 34 - Employés congédiés

Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS (Février 2018)
104-Agent d'information	2
105-Agent rech.et planific.socio-économ.	9
108-Analyste informat.et proc.administr.	7
111-Attaché d'administration	5
115-Avocat et notaire	1
124-Spécialiste en sciences physiques	1
132-Evaluateur agréé ou ag.éval.foncière	2
133-Conseiller affaires internationales	1
186-Ingénieur	3
200-Agent de bureau	23
214-Agent d'aide socio-économique	16
221-Agent de secrétariat	14
223-Préposé aux permis et à l'immatriculation	8
249-Préposé aux renseignements	13
253-Préposé aux télécommunications	14
258-Technicien de laboratoire	1
259-Technicien de la faune	1
261-Technicien en aéronautique	1
263-Technicien des travaux publics	4
264-Technicien en administration	20
269-Technicien en foresterie	1
272-Technicien en informatique	5
283-Technicien en droit	3
294-Inspecteur de conformité législative et réglementaire	1
298-Enquêteur en matières frauduleuses	3
300-Agent de protection de la faune	3
307-Agent des services correctionnels	11
310-Contrôleur routier	1
430-Patrouille	6
433-Entreposage de matériel	3
443-Foresterie	1
446-Cuisine	2
450-Entretien domestique	1
451-Surveillance de la propriété	2
459-Constr.entretien routes et struct.	30
630-Cadre	2
675-Personnel enseignant	2
Total	223

¹Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels).

La classe d'emploi est l'équivalent du corps d'emploi.

Les codes de départs relatifs au congédiement retenus sont : Révocation « 33 » et Destitution « 39 ».

Les données de 2017-2018 couvrent la période du 1er avril 2017 au 28 février 2018 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 35 - Occasionnel devenu permanent

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenus un statut permanent en 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par genre.		
CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018 (avril à décembre 2017)	
	Hommes	Femmes
Haute direction		
Cadre		
Professionnel	158	312
Enseignant	28	48
Technicien	329	704
Personnel de bureau	222	905
Agent de la paix	125	84
Ouvrier	408	13
Total général	1 270	2 066
Grand Total	3 336	

Employés assujettis à la LFP.

Les données présentées prennent en considération les employés occasionnels qui sont devenus temporaires le 1^{er} avril ou au cours de l'année budgétaire.

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour l'ensemble des ministères et organismes.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 36 - Entités recommandées

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.

Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q.; C. A-2.1) ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce, également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Études privatisation

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2016-2017 et en 2017-2018 portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.

S'il en était, les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 38 - Études rétention des employés

Copie de toutes les études sur la rétention des employés en 2017-2018.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de les articles 20 et 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 39 – Taux d'absentéisme

Taux d'absentéisme pour chacun des ministères et organismes compilé par le SCT depuis 2011-2012.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 61.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
010-Culture et des Communications	Régulier	340
	Occasionnel	17
	Étudiant	19
Total 010-Culture et des Communications		376
030-Relations internationales et de la Francophonie	Régulier	279
	Occasionnel	35
	Étudiant	11
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		325
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	453
	Occasionnel	55
	Étudiant	16
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		524
052-Forêts, Faune et Parcs	Régulier	1 724
	Occasionnel	229
	Étudiant	27
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		1 980
055-Immigration, Diversité et Inclusion	Régulier	753
	Occasionnel	592
	Étudiant	79
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		1 424
060-Santé et Services sociaux	Régulier	721
	Occasionnel	35
	Étudiant	44
Total 060-Santé et Services sociaux		800
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1599
	Occasionnel	143
	Étudiant	208
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 950
065-Famille	Régulier	428
	Occasionnel	29
	Étudiant	29
Total 065-Famille		486
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Régulier	1402
	Occasionnel	217
	Étudiant	46
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		1 665
095-Sécurité publique	Régulier	5010
	Occasionnel	590
	Étudiant	68
Total 095-Sécurité publique		5 668
140-Conseil exécutif	Régulier	942
	Occasionnel	217
	Étudiant	45
Total 140-Conseil exécutif		1 204
160-Conseil du trésor	Régulier	536
	Occasionnel	10
	Étudiant	14
Total 160-Conseil du trésor		560
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Régulier	14
	Occasionnel	1
	Étudiant	1
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		16
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4
	Occasionnel	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4
210-Finances	Régulier	532
	Occasionnel	31
	Étudiant	41
Total 210-Finances		604
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	25
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		26
240-Retraite Québec	Régulier	1786
	Occasionnel	260
	Étudiant	57
Total 240-Retraite Québec		2 103

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier	69
	Occasionnel	15
	Étudiant	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		84
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	2
	Occasionnel	
	Étudiant	
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		2
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	408
	Occasionnel	41
	Étudiant	59
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		508
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Régulier	28
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		29
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	41
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		43
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	29
	Occasionnel	1
	Étudiant	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		33
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	23
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		24
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	691
	Occasionnel	65
	Étudiant	30
Total 280-Économie, Science et Innovation		786
289-Conseil de la magistrature	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 289-Conseil de la magistrature		6
293-Coroner	Régulier	39
	Occasionnel	10
	Étudiant	4
Total 293-Coroner		53
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2841
	Occasionnel	552
	Étudiant	84
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3 477
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier	4
	Occasionnel	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		6
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	233
	Occasionnel	33
	Étudiant	6
Total 323-Institut de la statistique du Québec		272
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	72
	Occasionnel	18
	Étudiant	8
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		98
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	110
	Occasionnel	19
	Étudiant	7
Total 344-Office de la protection du consommateur		136
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1755
	Occasionnel	159
	Étudiant	98
Total 347-Centre de services partagés du Québec		2 012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
350-Éducation et Enseignement Supérieur	Régulier	1119
	Occasionnel	357
	Étudiant	88
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		1 564
360-Office des professions du Québec	Régulier	71
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 360-Office des professions du Québec		72
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	453
	Occasionnel	36
	Étudiant	29
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		518
368-Commission municipale du Québec	Régulier	23
	Occasionnel	1
	Étudiant	
Total 368-Commission municipale du Québec		24
370-Assemblée nationale	Régulier	462
Total 370-Assemblée nationale		462
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Régulier	10
	Occasionnel	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		10
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier	5
	Occasionnel	
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		5
374-Vérificateur général	Régulier	275
	Occasionnel	1
	Étudiant	9
Total 374-Vérificateur général		285
379-Transition énergétique Québec		76
	Occasionnel	7
	Étudiant	9
Total 379-Transition énergétique Québec		92
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1572
	Occasionnel	152
	Étudiant	49
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 773
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	155
	Occasionnel	43
	Étudiant	15
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		213
387-Conseil de gestion du Fonds vert	Régulier	9
Total 387-Conseil de gestion du Fonds vert		9
390-Sûreté du Québec	Régulier	727
	Occasionnel	129
	Étudiant	7
Total 390-Sûreté du Québec		863
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	35
	Occasionnel	2
	Étudiant	1
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		38
400-Justice	Régulier	1 931
	Occasionnel	1 560
	Étudiant	59
Total 400-Justice		3 550
402-Comité de déontologie policière	Régulier	13
	Occasionnel	
Total 402-Comité de déontologie policière		13
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	50
	Occasionnel	7
	Étudiant	1
Total 408-Commission d'accès à l'information		58
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier	43
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
415-Tribunal administratif du Travail	Régulier	489
	Occasionnel	18
	Étudiant	13
Total 415-Tribunal administratif du Travail		520
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	31
	Occasionnel	13
	Étudiant	8
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		52
430-Commission de la fonction publique	Régulier	38
	Occasionnel	1
	Étudiant	1
Total 430-Commission de la fonction publique		40
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	242
	Occasionnel	41
	Étudiant	21
Total 450-Tribunal administratif du Québec		304
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10
	Occasionnel	1
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		11
510-Régie du logement	Régulier	179
	Occasionnel	22
	Étudiant	17
Total 510-Régie du logement		218
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	527
	Occasionnel	52
	Étudiant	10
Total 520-La Financière agricole du Québec		589
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	107
	Occasionnel	18
	Étudiant	4
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		129
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	129
	Occasionnel	157
	Étudiant	4
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		290
560-Curateur public	Régulier	579
	Occasionnel	120
	Étudiant	57
Total 560-Curateur public		756
600-Énergie et des Ressources naturelles	Régulier	697
	Occasionnel	20
	Étudiant	20
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		737
630-Directeur général des élections	Régulier	236
	Occasionnel	74
	Étudiant	9
Total 630-Directeur général des élections		319
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	24
	Occasionnel	4
	Étudiant	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		29
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		6
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5242
	Occasionnel	1031
	Étudiant	215
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		6 488
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3892
	Occasionnel	954
	Étudiant	214
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		5 060
710-Office québécois de la langue française	Régulier	212
	Occasionnel	15
	Étudiant	6
Total 710-Office québécois de la langue française		233

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	347
	Occasionnel	16
	Étudiant	22
Total 730-Société d'habitation du Québec		385
771-Fonds Accès Justice	Régulier	5
	Occasionnel	1
Total 771-Fonds Accès Justice		6
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier	274
	Occasionnel	8
	Étudiant	13
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		295
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	Régulier	473
	Occasionnel	114
	Étudiant	27
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		614
781-Fonds Aérien	Régulier	168
	Occasionnel	47
	Étudiant	5
Total 781-Fonds Aérien		220
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	Régulier	4279
	Occasionnel	841
	Étudiant	280
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		5 400
812-Fonds des services de police	Régulier	1017
	Occasionnel	328
	Étudiant	9
Total 812-Fonds des services de police		1 354
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	189
	Occasionnel	11
	Étudiant	25
Total 814-Fonds de partenariat touristique		225
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	391
	Occasionnel	23
	Étudiant	36
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		450
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	284
	Occasionnel	105
	Étudiant	16
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		405
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	128
	Occasionnel	26
	Étudiant	4
Total 826-Fonds des ressources naturelles		158
830-Commission des transports du Québec	Régulier	98
	Occasionnel	14
	Étudiant	2
Total 830-Commission des transports du Québec		114
839-Fonds de la sécurité routière	Régulier	12
	Étudiant	
Total 839-Fonds de la sécurité routière		12
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Régulier	1152
	Occasionnel	25
	Étudiant	86
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		1 263
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	7
	Occasionnel	2
	Étudiant	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 40 - Évolution d'employés par ministère depuis 2003 par statut d'emploi

Évolution du nombre d'employés par ministère, par organismes autre que budgétaire, fonds spéciaux, réseaux de la santé et des services sociaux et, réseau de l'Éducation depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi.		
MINISTÈRE	STATUT	février 2018
874-Fonds du financement	Régulier	11
	Occasionnel	3
Total 874-Fonds du financement		14
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	119
	Occasionnel	20
	Étudiant	1
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		140
Total général		63 721

- Personnel régulier, occasionnel et étudiant assujetti à la LFP.
- Données présentées selon la structure budgétaire 2017-2018 (paie 24).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 – Coût de système MO

Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) en 2016-2017 et 2017-2018.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42 – Prévisions de l'évaluation des coûts de système

Pour les exercices compris entre les années 2015-2016 à 2018-2019, donner les prévisions de l'évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est uniquement nécessaire pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre.)

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 43 – Service de consultation en informatique

Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de consultation en informatique.

Cette question est répondue par la demande numéro 79 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 44 - Service de communication et de planification stratégique

Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de communication et de planification stratégique.

Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de communication et de planification stratégique pour l'année 2017-2018.	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 45 - Service de génie de toutes sortes

Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en service de génie de toutes sortes.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat en service de génie pour l'année 2017-2018.	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 - Agences de publicité

Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, les montants dépensés par ministère et organisme en agence de publicité.	
Description du mandat	Montant
Il n'y a aucun contrat avec des agences de publicité pour l'année 2017-2018.	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 47 – Liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses

Fournir, pour les exercices compris entre 2014-2015 et 2018-2019, une liste annuelle des 10 campagnes publicitaires les plus coûteuses, comprenant le nom de l'agence/firme ayant décroché le contrat et le montant déboursé par le gouvernement du Québec.

Cette question est répondue par la demande numéro 12 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 48 - Nouvelles structures administratives

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004 en indiquant le moment de la création et chacun de leur budget annuel depuis cette date.			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2017-2018	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
<p>L'Assemblée nationale adopte chacune des lois constituant un nouvel organisme.</p> <p>Les comptes publics publient la liste des organismes budgétaires et autres que budgétaires.</p> <p>Les notes explicatives du Budget des organismes autres que budgétaires présentent notamment les modifications apportées à la liste des organismes sous la responsabilité d'un ministre.</p>	<p>L'information des organismes budgétaires et des organismes autres que budgétaires est disponibles dans les divers documents composant les Budgets de dépenses 2017-2018 et 2018-2019, pour les résultats probables.</p>		

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 49 - Écart salarial Rev. QC et Rev. Can

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50A - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la santé

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la santé; 1. infirmiers; 2. médecins omnipraticiens; 3. médecins spécialistes; 4. cadres.

L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : <https://secure.cihi.ca/estore/productFamily.htm?locale=fr&pf=PFC2675>
Seuls les médecins dont les revenus annuels excèdent 60 000 \$ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

Concernant les infirmières et les cadres, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les infirmières sont également visés par l'article 27 de cette loi.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50B - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de la sécurité publique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de la sécurité publique; 1. policiers; 2. juristes; 3. procureurs; 4. cadres.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les policiers et les juristes sont également visés par l'article 27 de cette loi.

Pour les procureurs, le Rapport du Comité sur la rémunération des procureurs présente une comparaison de la rémunération de ces derniers au Québec et dans les autres provinces : http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/pdf/rem_crppcp2015.pdf p. 54 et ss.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50C - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'éducation

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'éducation; 1. professeurs; 2. chargés de cours; 3. recteurs; 4. doyens; 5. cadres.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du trésor.

Concernant les enseignants, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50D - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'administration

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine administratif; 1. gestionnaire et cadre; 2. professionnel.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50E - Comparaison des écarts salariaux dans le milieu scientifique et technique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du milieu scientifique et technique; 1. ingénieur; 2. technicien; 3. gestionnaire de projet.

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 50F - Comparaison des écarts salariaux dans le domaine de l'informatique

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2012: • du domaine de l'informatique; 1. analyste; 2. technicien.

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 51 – Nombre d'unité automne de services

Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.

Cette question est répondue par la demande numéro 14 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 52 – Employés embauchés groupes cibles ou < 35 ans et remboursement déménagement

Pour l'année 2016-2017 et 2017-2018 nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : - Le nombre d'employés ayant obtenu en 2016-2017 et 2017-2018 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.

Cette question est répondue par la demande numéro 16 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 53 – Dépenses annuelles en informatique

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019, fournir les dépenses annuelles en informatique pour chacun des ministères et organismes budgétaires

Cette question est répondue par la demande numéro 79 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 54 - Actifs radiés en informatique

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019, la valeur des actifs liés aux projets informatiques qui ont été radiés du bilan de chacun des ministères et organismes	
Projet	Montant radié
Aucun	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 55 - Crédits prévus dans le budget de dépenses

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans le budget des dépenses.

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses.

Par ailleurs, l'annexe B-3 des renseignements supplémentaires 2018-2019 présente le budget de dépenses 2018-2019, la dépense probable 2017-2018 ainsi que les dépenses réelles depuis 2004-2005 reclassées selon la structure budgétaire 2018-2019.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 56 - Crédits réellement dépensés du ministère et organismes

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés.

L'information est disponible aux Comptes publics.

Par ailleurs, l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires 2018-2019 présente le budget de dépenses 2018-2019, la dépense probable 2017-2018 ainsi que les dépenses réelles depuis 2004-2005 reclassées selon la structure budgétaire 2018-2019.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 57 - Crédits prévus en fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus en fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des fonds spéciaux du Budget de dépenses.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 58 - Crédits réellement dépensés - fonds spéciaux

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les fonds spéciaux qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 59 - Crédits prévus aux organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux organismes autres que budgétaires et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Budget des organismes autres que budgétaires du Budget de dépenses.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 60 - Crédits réellement dépensés - organismes autres que budgétaires

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les organismes autres que budgétaires qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 61 - Crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible au volume Crédits des ministères et organismes du Budget de dépenses aux portefeuilles « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche » ainsi que « Santé et Services sociaux » de même qu'à l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 62 - Crédits réellement dépensés - réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les réseaux de la Santé et des services sociaux et de l'Éducation et qui sont rattachées à ces ministères.

L'information est disponible aux Comptes publics ainsi qu'à l'annexe B-3 du volume Renseignements supplémentaires.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 63 – Crédits prévus aux comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus aux comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 64 - Crédits réellement dépensés - comptes à fin déterminée

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans comptes à fin déterminée et qui sont rattachées à ces ministères.

Il n'y a pas de crédits prévus pour les comptes à fin déterminée. L'information sur les comptes à fin déterminée est disponible aux Comptes publics

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 65 – Crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal »

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.

Cette demande sera répondue par le Ministère des Finances du Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 66 – Crédits réellement dépensés - « dépenses financées par le régime fiscal »

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachées à ces ministères.

Cette demande sera répondue par le Ministère des Finances du Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 67 – Crédits prévus dans les «ajustements de consolidation »

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les «ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Cette demande sera répondue par le Ministère des Finances du Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68 – Crédits réellement dépensés dans les «ajustements de consolidation »

Pour les exercices allant de 2014-2015 et 2018-2019 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Cette demande sera répondue par le Ministère des Finances du Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 69 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2017-2018 et coût associés à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Adaptation des moyens d'évaluation et des conditions d'administration pour les personnes handicapées		x	
Budget des dépenses – 8 volumes	x	x	57 387,55 \$
Cadre d'évaluation – Instructions destinées aux ministères et organismes	x		284,01
Cadre de suivi en évaluation préliminaire	x		291,71 \$
Cahier d'instructions – Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures		x	
Directive concernant l'évaluation de programme dans les ministères et organismes	x		144,87 \$
Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique		x	
Examen stratégique de programme	x		430,00 \$
Exemples de questions – cadre 5		X	
Feuillet Le Québec en bref	x		108,00 \$
Formulaires de griefs	x		1 391,20 \$
Guide à l'intention des candidats – Les examens de sélection		X	
Guide concernant l'examen oral		X	
Guide d'audit de la sécurité de l'information		x	
Guide d'élaboration d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information		x	
Guide d'élaboration d'une politique de sécurité de l'information		x	
Guide d'évaluation des emplois de cadres	X		1 059,82 \$
Guide sur l'approche orientée services (AOS) – Architecture d'entreprise gouvernementale 3.2		x	
Guide sur la promotion à la suite de la réévaluation d'un emploi		X	
Guide sur les catégories et les codes UNSPSC des contrats à publier au système électronique d'appel d'offres		X	
L'effectif dans la fonction publique 2016-2017		X	
Plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées pour 2016-2017		x	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 69 - Nouvelles publications

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2017-2018 et coût associés à chacune d'elles.			
Publication	Imprimé	En ligne	Coûts d'impression
Plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées pour 2017-2018		x	
Plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées pour 2016-2017		x	
Plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées pour 2017-2018		x	
Plan pluriannuel d'évaluation	x		486,30 \$
Portrait de la main d'œuvre en technologie de l'information de la fonction publique du Québec		X	
Programme gouvernemental de formation en matière de dotation – août 2017	X		1 955 \$
Programme gouvernemental de formation en matière de dotation – février 2018	X		965 \$
Rapport annuel de gestion – Instructions destinées aux ministères et organismes		X	
Rapport annuel de gestion 2016-2017	X	X	717,60 \$
Rapport d'évaluation – Instructions destinées aux ministères et organismes	X		136,35 \$
Rapport du président 2014-2015	X	X	1 058,69 \$
Statistiques sur les contrats des organismes publics 2016-2017	X	X	601,10 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 70 - Logiciel libre

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.

Inventaire 2017 des logiciels libres utilisés dans l'administration publique québécoise, Secrétariat du Conseil du trésor, 2018, <https://di.collaboration.gouv.qc/bibliotheque/telecharger/2018/03/inventaire-des-logiciels-libres-2.pdf>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 71 - Études, analyses et recherche CSPQ

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a produit ou demandé aucune étude concernant le Centre de services partagés du Québec.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 72 - Études, analyses et recherche sur l'informatique

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherche réalisé pour et par le Conseil du trésor sur l'informatique en 2017-2018.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a produit ou demandé aucun travail, étude, analyses ou recherche sur l'informatique en 2017-2018.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Recommandations - stratégie en TI

Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

État de situation au 31 mars 2018 : 25 mesures réalisées – 11 en cours

Mesure 1

Renforcer le rôle du dirigeant principal de l'information

État : Réalisée

Mesure 2

Réduire le nombre de dirigeants de l'information

État : Réalisée

Mesure 3

Renforcer le rôle des dirigeants de l'information et accroître leur participation à la gouvernance

État : Réalisée

Mesure 4

Réitérer que le dirigeant principal de l'information et le président du CSPQ exercent des rôles distincts

État : Réalisée

Mesure 5

Confirmer le rôle du Conseil consultatif (...) des technologies de l'information

État : Réalisée

Mesure 6

Élaborer un cadre de gestion gouvernemental des investissements en ressources informationnelles

État : Réalisée

Mesure 7 : Constituer et maintenir un portrait complet de l'état des actifs informatiques

État : Réalisé

Mesure 8

Mettre sur pied un comité de vigie des grands projets

État : En cours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Recommandations - stratégie en TI

Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

Mesure 9

Poursuivre les améliorations du tableau de bord sur l'état de santé des projets

État : Réalisée

Mesure 10

Constituer un portrait de la main-d'œuvre

État : Réalisée

Mesure 11

Se doter d'une politique gouvernementale de main-d'œuvre en TI

État : En cours

Mesure 12

Maximiser l'utilisation de l'expertise interne dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental

État : En cours

Mesure 13

Ajouter des effectifs

État : Réalisée

Mesure 14

Bénéficier du nouveau processus de dotation accéléré et d'un plan de promotion

État : Réalisée

Mesure 15

Exiger que le plus haut dirigeant de l'organisme soit imputable de la mise en œuvre de la politique gouvernementale de la main-d'œuvre en TI

État : En cours, en attente de la réalisation de la mesure 11

Mesure 16

Déposer un cadre de référence concernant les services obligatoires

État : Réalisée

Mesure 17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Recommandations - stratégie en TI

Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

Encourager le recours à l'infonuagique par les organismes publics

État : Réalisée

Mesure 18

Mettre en place un courtier en infonuagique

État : Réalisée

Mesure 19

Considérer plus systématiquement le logiciel libre

État : Réalisée

Mesure 20

Créer un catalogue de logiciels libres utilisés au gouvernement

État : Réalisée)

Mesure 21

Créer un répertoire de solutions partageables

État : En cours

Mesure 22

Prévoir des espaces d'interaction entre les entreprises et le gouvernement

État : En cours

Mesure 23

Favoriser le recours à l'appel d'intérêt

État : Réalisée

Mesure 24

Adopter un règlement sur les contrats de TI offrant aux organismes des outils mieux adaptés aux particularités de ce secteur d'acquisition et inspirés de pratiques reconnues

État : Réalisée

Mesure 25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Recommandations - stratégie en TI

Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

Créer un pôle d'expertise en stratégies d'acquisition

État : En cours

Mesure 26

Considérer davantage les contrats à forfait et l'allotissement des contrats

État : Réalisée

Mesure 27

Améliorer l'accessibilité aux marchés publics

État : Réalisée

Mesure 28

Favoriser la création de cellules d'innovation

État : Réalisée

Mesure 29

Privilégier l'usage d'une solution unique d'identification gouvernementale

État : Réalisée

Mesure 30

Prendre le virage de la mobilité dans l'évolution des services publics

État : En cours

Mesure 31

Privilégier l'approche « numérique par défaut » dans les relations du gouvernement avec les citoyens et les entreprises

État : En cours

Mesure 32

Fournir au public des données ouvertes de qualité qui répondent aux attentes

État : Réalisée

Mesure 33

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 73 - Recommandations - stratégie en TI

Un suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI ventilé par recommandation pour l'année 2017-2018. (Ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).

Offrir un nouveau portail de données ouvertes aux citoyens et aux entreprises
État : Réalisée

Mesure 34
Organiser et participer à des hackathons
État : Réalisé

Mesure 35
Offrir des outils de participation et de consultation
État : En cours

Mesure 36
Accroître la collaboration entre les employés de l'État
État : Réalisé

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 74 – Dirigeants réseau de l'information

Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.

Cette question sera répondue par la demande numéro 19 de l'opposition officielle.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 75 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2016-2017 et 2017-2018.

[L'architecture d'entreprise gouvernementale 3.3](#) diffusée en juin 2017.

- [Méthodologie du portrait des actifs](#), juin 2017,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_3/Portrait_actifs_informatiques.pdf
- [Guide de priorisation des données ouvertes](#), juin 2017,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_3/Guide_priorisation_et_diffusion.pdf
- [Guide pour la recherche de solutions d'affaires](#), juin 2017,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_3/Guide_arbre_decision_general.pdf
- [Guide pour la recherche de solutions d'affaires, sous-arbre infonuagique](#), juin 2017,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_3/Sous_arbre_infonuagique.pdf

Mise à jour - [Architecture d'entreprise gouvernementale 3.2](#) diffusée en juin 2016 :

- [Cadre de référence des services obligatoires](#), juillet 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_reference_services_obligatoires.pdf
- [Cadre de référence de l'information gouvernementale](#), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_information_gouvernementale.pdf
- [Cadre de référence des services d'infrastructure partagée](#), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Cadre_services_infrastructure_partagee.pdf
- [Énoncés d'orientation en infonuagique](#), juin 2016, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/Enonces_orientation_infonuagique.pdf
- [Cadre de référence de l'architecture de sécurité de l'information gouvernementale](#), juin 2016,
https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/architecture_entreprise_gouvernementale/AEG_3_2/aeg_cadre_reference_architecture_securite_information.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 75 - Politiques visant à soutenir les organismes en ressources informationnelles

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2016-2017 et 2017-2018.

Gouvernement ouvert

- Lignes directrices sur la diffusion de données ouvertes », publiée en juillet 2016,
 - [Lignes directrices sur la diffusion des données ouvertes](https://www.donneesquebec.ca/wp-content/uploads/2016/08/Lignes-directrices-2016-08-26.pdf), <https://www.donneesquebec.ca/wp-content/uploads/2016/08/Lignes-directrices-2016-08-26.pdf>
- Portail Données Québec, avril 2016, <https://www.donneesquebec.ca/?node=/accueil>
- Guide de priorisation et de diffusion des données ouvertes publié en juin 2017.
 - [Guide de priorisation et de diffusion des données ouvertes](#)
- Formulaire d'évaluation des jeux potentiels » est un document complémentaire au « Guide de priorisation et de diffusion des données ouvertes ».
 - [Formulaire d'évaluation des jeux potentiels](#)

Logiciel libre

Inventaire 2017 des logiciels libres utilisés dans l'administration publique québécoise, Secrétariat du Conseil du trésor, 2018, <https://di.collaboration.gouv.qc/bibliotheque/telecharger/2018/03/inventaire-des-logiciels-libres-2.pdf>

Sécurité de l'information gouvernementale

- Guide de sensibilisation à la sécurité de l'information, juillet 2017, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securete_informtion/sensibilisation_securete_informtion.pdf
- Guide d'utilisation sécuritaire des assistants numériques personnels, juin 2017, https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/securete_informtion/utilisation_securetaire_assistants_numeriques_personnels.pdf

Mise à jour en continu des documents et actualités présentés à la Communauté des dirigeants de l'information et leur entourage : <https://di.collaboration.gouv.qc/>.

Tableau de bord de l'état de santé des projets en ressources informationnelles, <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>

Organismes publics

- Diffusion le 28 août 2017 de la mise à jour des données du tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles (Collecte de mai 2017).
- Diffusion le 15 décembre 2017 de la mise à jour des données du tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles (Collecte d'octobre 2017).

Réseau de la santé et des services sociaux

- Diffusion le 17 novembre 2017 de la mise à jour des données du tableau de bord sur l'état de santé des projets en ressources informationnelles (Collecte d'avril 2017).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 76 - Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2017-2018 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	
ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Centre de services partagés du Québec	Réalisation du dossier d'affaires final du projet de la consolidation des CTI du gouvernement du Québec
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Projet « Dénonciations de moins d'un million de dollars »
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Projet « Gestion documentaire » Projet « Intranet – Portail » Projet « • Refonte du site WEB institutionnel »
Curateur public du Québec	Projet « Gestion électronique des procédures judiciaires »
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Projet « GESTE APPUI »
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	Projet « Accès HERMÈS SPA/SPCA » Projet « Optimisation des outils informatiques de la DSERT » Projet « Rehaussement SharePoint » Projet « Rehaussement des outils de développement DASI » Projet « Refonte technologique des petits systèmes »
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Réalisation d'un dossier d'affaires initial pour le projet « Modernisation des épreuves ministérielles » Projet « Service d'accès aux données de sanction » Réalisation du dossier d'affaires final pour le projet « Gestion des infrastructures de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur » Projet « Adaptation des documents administratifs - Lutte contre l'homophobie » Projet « Expérimentation du service de correction assistée »
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	Projet « Remplacement du service de messagerie GroupWise » Projet « Traitement des demandes du Programme des travailleurs étrangers temporaires – Volet agricole »
Ministère de la Culture et des Communications	Projet « Vitrine des artistes » Réalisation de la phase de conception du projet de modernisation des systèmes dédiés au patrimoine culturel québécois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 76 - Projets autorisés / Art. 15 Loi sur la gouvernance

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2017-2018 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	
ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Ministère de la Famille	Réalisation d'une analyse préliminaire en vue de procéder à la refonte du système « Conception Administrative Famille Enfance (CAFE) »
Ministère de la Justice	Réalisation de la phase d'architecture détaillée du projet « Dépôt de pièces sur support technologique aux petites créances et au pénal (DPST) »
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Projet « Gestion et suivi de la correspondance » Projet « Transformation des services funéraires »
Ministère de la Sécurité publique	Projet « Migration de la desserte policière de la Sûreté du Québec vers le Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR) »
Ministère de la Sécurité publique & Régie des Alcools, des Courses et des Jeux (RACJ)	Projet « Acolyte »
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Projet « Maintien de la valeur juridique des transactions au portail gouvernemental des affaires municipales et régionales (PGAMR) »
Ministère des Finances	Projet « Mise à jour du progiciel Integrity » Projet « Rapport préélectoral (RPÉ) »
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	Projet « Émissions des contrats de vente (ECV) » Projet « BD-PRANA (Programmation annuelle autorisée) » Projet « Gestion des habitats fauniques »
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Projet « Autorisation Environnementale - Réception et Publication Électronique des renseignements de nature publique (AERPÉ) »
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la solidarité sociale	Projet « Gestion et suivi des demandes de la clientèle (Traçabilité) » Réalisation de travaux d'architecture de vision, d'architecture détaillée et de dossiers d'affaires finaux relatifs aux projets « Service d'authentification gouvernemental » et « Service québécois de l'identité et de l'adresse » dans le cadre de l'élaboration de la solution gouvernementale « Accès UniQC »
Secrétariat du Conseil du trésor	Projet « Tableau de bord des projets des infrastructures publiques »

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 77 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance

Liste des organismes ayant soumis en 2017-2018 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Nb OP	N° Porte feuille	Codes	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
1	10	10	Culture et Communications	OUI
2	10	326	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	OUI
3	10	361	Commission de toponymie	OUI
4	10	314	Conseil des arts et des lettres du Québec	OUI
5	10	206	Conseil du patrimoine culturel du Québec	OUI
6	10	690	Conseil supérieur de la langue française	OUI
7	10	317	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	OUI
8	10	541	Musée d'Art contemporain de Montréal	OUI
9	10	544	Musée de la civilisation	OUI
10	10	545	Musée national des beaux-arts du Québec	OUI
11	10	710	Office québécois de la langue française	OUI
12	10	539	Société de développement des entreprises culturelles	OUI
13	10	552	Société de la Place des Arts de Montréal	OUI
14	10	582	Société de télédiffusion du Québec	OUI
15	10	558	Société du Grand Théâtre de Québec	OUI
16	30	30	Relations internationales et Francophonie	OUI
17	30	346	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	OUI
18	30	239	Office Québec-Monde pour la jeunesse	OUI
19	50	50	Affaires municipales et Occupation du territoire	OUI
20	50	368	Commission municipale du Québec	OUI
21	50	510	Régie du logement	OUI
22	50	730	Société d'habitation du Québec	OUI
23	52	52	Forêts, Faune et Parcs	OUI
24	52	525	Fondation de la faune du Québec	OUI
25	52	569	Société des établissements de plein air du Québec	OUI
26	55	55	Immigration, Diversité et Inclusion	OUI
27	60	60	Santé et Services sociaux	OUI
28	60	64	Régie de l'assurance maladie du Québec	OUI
29	65	65	Famille	OUI
30	65	560	Curateur public	OUI
31	71	71	Tourisme	OUI
32	71	546	Régie des installations olympiques	OUI
33	71	557	Société du Centre des congrès de Québec	OUI
34	71	559	Société du Palais des congrès de Montréal	OUI
35	80	80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	OUI
36	80	328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	OUI
37	80	520	La Financière agricole du Québec	OUI
38	80	392	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	OUI
39	95	95	Sécurité publique	OUI
40	95	413	Bureau des enquêtes indépendantes	OUI
41	95	402	Comité de déontologie policière	OUI
42	95	267	Commissaire à la déontologie policière	OUI
43	95	244	Commissaire à la lutte contre la corruption	OUI
44	95	425	Commission québécoise des libérations conditionnelles	OUI
45	95	293	Coroner	OUI
46	95	329	École nationale de police du Québec	OUI
47	95	335	École nationale des pompiers du Québec	OUI
48	95	386	Régie des alcools, des courses et des jeux	OUI
49	95	390	Sûreté du Québec	OUI
50	140	140	Conseil exécutif	OUI
51	140	222	Centre de la francophonie des Amériques	OUI
52	140	408	Commission d'accès à l'information	OUI
53	160	160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	OUI
54	160	347	Centre de services partagés du Québec	OUI
55	160	430	Commission de la fonction publique	OUI
56	160	562	Société québécoise des infrastructures	OUI

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 77 - Liste des organismes / Art. 14 Loi sur la gouvernance

Liste des organismes ayant soumis en 2017-2018 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Nb OP	N° Porte feuille	Codes	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
57	210	210	Finances	OUI
58	210	876	Financement-Québec	OUI
59	210	323	Institut de la statistique du Québec	OUI
60	210	240	Retraite Québec	OUI
61	210	518	Société de financement des infrastructures locales du Québec	OUI
62	210	188	Tribunal administratif des marchés financiers	OUI
63	280	280	Économie, Science et Innovation	OUI
64	280	523	Centre de recherche industrielle du Québec	OUI
65	280	372	Commission de l'éthique en science et en technologie	OUI
66	280	660	Conseil du statut de la femme	OUI
67	280	327	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	OUI
68	280	324	Fonds de recherche du Québec - Santé	OUI
69	280	318	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	OUI
70	280	565	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	OUI
71	350	350	Éducation et Enseignement supérieur	OUI
72	350	107	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	OUI
73	350	204	Commission consultative de l'enseignement privé	OUI
74	350	274	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	OUI
75	350	238	Conseil supérieur de l'éducation	OUI
76	350	547	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	OUI
77	350	602	Institut national des mines	OUI
78	380	380	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	OUI
79	380	256	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	OUI
80	380	387	Conseil de gestion du Fonds vert	OUI
81	380	586	Société québécoise de récupération et de recyclage	OUI
82	400	400	Justice	OUI
83	400	133	Comité de la rémunération des juges	OUI
84	400	373	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	OUI
85	400	271	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	OUI
86	400	315	Commission des services juridiques	OUI
87	400	272	Conseil de la justice administrative	OUI
88	400	246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	OUI
89	400	321	Fonds d'aide aux actions collectives	OUI
90	400	344	Office de la protection du consommateur	OUI
91	400	360	Office des professions du Québec	OUI
92	400	585	Société québécoise d'information juridique	OUI
93	400	450	Tribunal administratif du Québec	OUI
94	400	434	Tribunal des droits de la personne	OUI
95	600	600	Énergie et Ressources naturelles	OUI
96	600	385	Régie de l'énergie	OUI
97	600	618	Société de développement de la Baie-James	OUI
98	600	376	Société du Plan Nord	OUI
99	600	633	Société nationale de l'amiante	OUI
100	600	379	Transition énergétique Québec	OUI
101	700	700	Travail, Emploi et Solidarité sociale	OUI
102	700	549	Commission de la capitale nationale du Québec	OUI
103	700	703	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	OUI
104	700	310	Commission des partenaires du marché du travail	OUI
105	700	505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	OUI
106	700	483	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	OUI
107	700	367	Régie du bâtiment du Québec	OUI
108	700	415	Tribunal administratif du travail	OUI
109	850	850	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	OUI
110	850	830	Commission des transports du Québec	OUI
111	850	320	Société de l'assurance automobile du Québec	OUI
112	850	554	Société des Traversiers du Québec	OUI
Total				112

¹ L'autorité des marchés financiers n'est pas tenue de produire une programmation annuelle en vertu du décret 1091-2012.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 78 - Tableau de bord

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et du réseau de la Santé et de l'Éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles portant sur: - Liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord; - Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet; - Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.

Projets non-inscrits dans le tableau de bord

Le tableau de bord des projets en ressources informationnelles de l'administration publique répertorie tous les projets en ressources informationnelles dont le coût est de 100 000 \$ et plus et ayant fait l'objet d'une approbation formelle de l'autorité concernée. Ils doivent être en phase de réalisation, d'implantation ou de rodage. Les projets annulés ou terminés depuis la dernière collecte de l'état de santé sont présentés une seule fois puis retirés à la prochaine publication. Le tableau de bord est mis à jour deux fois par année. Les projets des organismes publics et du réseau de la santé et des services sociaux sont présentés.

- Le tableau de bord ne comprend pas :
 - les projets en étape préalable à la réalisation ou en conception (il présente toutefois les projets de grande envergure à l'étude);
 - pour le moment, les projets du réseau de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
 - les projets de moins de 100 000 \$.
- Pour l'exercice 2017-2018 il n'y a pas de projet non-inscrits dans le tableau de bord mais autorisés par le Conseil du trésor (article 14).

Coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour

Pour 2017-2018 :

- Coût total : 28 120 \$
Se répartissant ainsi :
 - Gestion de projet : 3 670 \$
 - Amélioration et entretien : 24 450 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 Secrétariat
DU CONSEIL DU TRÉSOR

[Retourner à la table des matières](#)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2017-2018 en spécifiant : - Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement; - Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées; - Ventilation par année et par ministère et organismes.		
	BARRI 2016-2017 Dépenses réalisées (K\$) (voir Annexe 1)	PARI 2017-2018 Dépenses budgétées (K\$) ¹ (voir Annexe 2)
Dépenses capitalisables	248 648,0	456 372,4
Dépenses non capitalisables	1 134 932,7	1 263 133,9
Total Dépenses en RI	1 383 580,7	1 719 506,3

Note 1 : Dans le cas de la PARI, la ventilation comptable des dépenses en RI en dépenses capitalisables et dépenses non capitalisables s'applique uniquement sur les dépenses budgétées, puisque les dépenses programmées demeurent une prévision.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2016-2017 (k \$)												
		Dépenses réalisées										
Portefeuille	Organisme ou Ministère ¹	Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
			Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
	Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	181,6	38,8	142,8	0,0	13,0	9,0	108,9	50,7	0,0	36,1	145,5
	Fonds relatif à l'administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de la statistique du Québec	3 690,9	321,4	2 834,4	535,1	263,0	21,9	2 139,9	1 235,0	31,1	184,5	3 506,4
	Retraite Québec	86 209,3	9 056,3	65 631,4	11 521,6	8 276,4	29 751,6	38 966,3	8 520,1	694,9	18 249,3	67 960,0
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Tribunal administratif des marchés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Forêts, Faune et Parcs	Forêts, Faune et Parcs	13 427,3	67,3	12 905,1	454,9	8 743,6	535,9	3 172,7	665,1	310,0	198,9	13 228,4
	Fondation de la faune du Québec	157,8	0,0	157,8	0,0	0,0	35,0	111,7	1,9	9,2	5,8	152,0
	Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire forestier	4 165,4	448,9	3 160,8	555,7	0,0	592,7	2 075,2	1 457,6	39,9	785,3	3 380,1
	Société des établissements de plein air du Québec	4 984,5	540,6	2 653,3	1 790,6	0,0	687,9	2 970,7	1 294,9	31,0	1 764,2	3 220,3
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	12 442,1	887,0	8 469,3	3 085,8	2 685,2	4 643,9	3 800,6	1 312,4	0,0	2 403,4	10 038,7
Justice	Justice	47 302,3	5 310,1	33 136,0	8 856,2	6 634,1	12 104,9	17 429,4	10 141,3	992,6	13 548,8	33 753,5
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	962,3	102,8	859,5	0,0	89,6	47,6	575,0	248,6	1,5	13,2	949,1
	Commission des services juridiques	1 164,2	138,7	1 025,5	0,0	0,8	6,8	562,1	549,2	45,3	549,2	615,0
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	7 998,0	696,7	5 960,0	1 341,3	5 392,3	80,5	1 373,7	1 124,9	26,6	1 602,8	6 395,2
	Fonds Accès Justice	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds d'aide aux actions collectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	116,9	0,0	116,9	0,0	0,0	0,0	0,0	116,9	0,0	116,2	0,7
	Fonds des registres du ministère de la Justice	12 458,5	1 153,5	11 268,2	36,8	4 879,5	5 249,1	2 105,7	202,5	21,7	180,6	12 277,9
Fonds du Tribunal administratif du Québec	2 745,4	366,0	2 265,4	114,0	374,7	497,6	1 300,1	562,4	10,6	380,9	2 364,5	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 1)

BARRI 2016-2017 (k \$)												
		Dépenses réalisées										
		Total	Ventilation par catégorie de dépense			Ventilation par nature de dépense					Ventilation comptable	
Portefeuille	Organisme ou Ministère ¹		Encadrement	Continuité	Projets	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de biens	Frais connexes	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	115,1	0,0	115,1	0,0	77,5	37,6	0,0	0,0	0,0	0,0	115,1
	Régie du bâtiment du Québec	8 151,6	0,0	6 656,1	1 495,5	7 023,8	404,0	713,5	10,3	0,0	1 525,1	6 626,5
	Tribunal administratif du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total général		1 383 580,7	105 382,3	1 128 632,2	149 566,2	173 040,2	348 029,9	461 595,9	156 858,0	244 056,7	248 648,0	1 134 932,7

Note 1 : La liste des organismes est regroupée par portefeuille tel que présenté en date du 28 février 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

PARI 2017-2018 (k \$)															
Portfeuille	Organisme ou Ministère ¹	Dépenses budgétées			Dépenses programmées										
		Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses
	Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	20,0	198,5	218,5	31,9	186,6	0,0	0,0	10,3	47,7	104,0	56,5	0,0	0,0	218,5
	Fonds relatif à l'administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Institut de la statistique du Québec	400,0	3 484,0	3 884,0	355,0	3 529,0	0,0	0,0	280,0	200,0	2 244,0	1 060,0	100,0	0,0	3 884,0
	Retraite Québec ²	23 509,9	74 623,9	98 133,8	9 134,1	70 199,8	19 499,9	7 506,3	9 073,0	32 849,7	36 680,6	10 038,1	2 686,1	7 506,3	98 833,8
	Société de financement des infrastructures locales du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Tribunal administratif des marchés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Forêts, Faune et Parcs	Forêts, Faune et Parcs	2 463,0	12 939,4	15 402,4	251,9	13 852,8	1 297,7	1 127,8	8 547,6	558,9	2 689,4	1 832,5	646,2	1 127,8	15 402,4
	Fondation de la faune du Québec	51,8	209,3	261,1	0,0	261,1	0,0	0,0	0,0	31,4	160,3	17,6	51,8	0,0	261,1
	Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire forestier	2 500,0	5 903,7	8 403,7	566,0	5 633,7	2 204,0	1 467,2	227,0	1 639,9	2 609,2	2 127,2	333,2	1 467,2	8 403,7
	Société des établissements de plein air du Québec	2 644,6	2 892,8	5 537,4	403,1	2 388,7	2 745,6	1 256,8	0,0	279,3	2 929,8	1 039,5	32,0	1 256,8	5 537,4
Immigration, Diversité et Inclusion	Immigration, Diversité et Inclusion	7 360,1	11 539,0	18 899,1	998,7	9 095,5	8 804,9	200,0	3 123,6	8 031,5	5 092,6	2 451,4	0,0	200,0	18 899,1
Justice	Justice ²	16 000,5	32 846,2	48 846,7	5 214,7	43 989,4	8 747,6	2 319,3	7 886,7	15 490,2	18 640,3	12 987,3	627,9	2 319,3	57 951,7
	Comité de la rémunération des juges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	6,0	1 119,2	1 125,2	94,2	841,2	189,8	0,0	75,0	210,0	627,2	203,0	10,0	0,0	1 125,2
	Commission des services juridiques	740,0	700,6	1 440,6	163,3	1 277,3	0,0	0,0	0,0	10,0	595,6	740,0	95,0	0,0	1 440,6
	Conseil de la justice administrative	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1 500,0	7 190,1	8 690,1	702,0	6 933,1	1 055,0	1 345,0	4 611,1	85,3	1 410,7	1 215,8	22,2	1 345,0	8 690,1
	Fonds Accès Justice	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds d'aide aux actions collectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	241,5	0,0	241,5	0,0	241,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	241,5	0,0	0,0	241,5
	Fonds des registres du ministère de la Justice	1 954,2	14 873,5	16 827,7	1 090,1	15 316,4	421,2	421,2	4 855,1	6 444,8	3 206,1	1 812,0	88,5	421,2	16 827,7
	Fonds du Tribunal administratif du Québec	972,7	2 010,4	2 983,1	370,3	2 313,9	298,9	39,5	299,8	547,9	1 503,9	579,6	12,4	39,5	2 983,1
	Fonds relatif aux contrats publics	0,0	109,4	109,4	0,0	109,4	0,0	0,0	0,0	109,4	0,0	0,0	0,0	0,0	109,4
Office des professions du Québec	80,0	450,0	530,0	12,5	517,5	0,0	0,0	70,0	60,0	260,0	140,0	0,0	0,0	530,0	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

PARI 2017-2018 (k \$)															
Portfeuille	Organisme ou Ministère ¹	Dépenses budgétées			Dépenses programmées										
		Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses
	Société québécoise d'information juridique	603,9	4 224,5	4 828,4	574,6	3 466,4	787,4	0,0	5,0	389,5	3 286,9	1 099,1	47,9	0,0	4 828,4
	Tribunal administratif du Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Tribunal des droits de la personne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Relations internationales et Francophonie	Relations internationales et Francophonie	450,0	2 833,9	3 283,9	234,0	3 049,9	0,0	0,0	166,0	723,0	1 772,9	599,0	23,0	0,0	3 283,9
	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Office Québec-Monde pour la jeunesse	49,0	185,0	234,0	0,0	234,0	0,0	0,0	30,0	204,0	0,0	0,0	0,0	0,0	234,0
Santé et Services sociaux	Santé et Services sociaux	3 500,0	13 976,9	17 476,9	8 272,5	5 704,4	3 500,0	1 102,5	7 561,0	3 141,4	5 208,6	317,9	145,5	1 102,5	17 476,9
	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Régie de l'assurance maladie du Québec	34 932,8	73 649,2	108 582,0	7 087,3	65 184,3	36 310,4	13 361,0	5 887,3	22 976,2	41 314,1	8 668,9	16 374,5	13 361,0	108 582,0
Sécurité publique	Sécurité publique ²	5 591,6	15 724,0	21 315,6	963,5	19 683,2	3 262,3	0,0	5 679,2	1 295,4	7 475,6	9 378,4	80,4	0,0	23 909,0
	Bureau des enquêtes indépendantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Comité de déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la déontologie policière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commissaire à la lutte contre la corruption	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Coroner	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	École nationale de police du Québec	452,0	1 666,7	2 118,7	82,3	1 935,4	101,0	0,0	66,4	429,3	1 069,9	534,0	19,1	0,0	2 118,7
	École nationale des pompiers du Québec	13,4	0,0	13,4	0,0	13,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,4	0,0	0,0	13,4
	Fonds des services de police	5 999,4	36 871,7	42 871,1	401,8	40 257,0	2 212,3	2 094,7	22 589,4	10 308,0	3 205,1	4 673,9	0,0	2 094,7	42 871,1
	Régie des alcools, des courses et des jeux	2 264,0	0,0	2 264,0	0,0	0,0	2 264,0	0,0	0,0	1 382,5	881,5	0,0	0,0	0,0	2 264,0
	Sûreté du Québec	5 993,8	34 472,1	40 465,9	3 114,4	34 302,3	3 049,2	1 840,7	14 466,7	8 499,4	10 488,7	5 170,4	0,0	1 840,7	40 465,9
Tourisme	Tourisme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Fonds de partenariat touristique	80,0	3 833,7	3 913,7	268,8	3 644,9	0,0	0,0	18,8	1 246,5	1 693,4	927,7	27,3	0,0	3 913,7
	Régie des installations olympiques	874,7	1 510,6	2 385,3	153,0	2 012,5	219,8	0,0	140,7	667,4	928,4	642,9	5,9	0,0	2 385,3
	Société du Centre des congrès de Québec	61,0	864,8	925,8	33,7	892,1	0,0	0,0	5,0	0,0	408,1	71,0	441,7	0,0	925,8
	Société du Palais des congrès de Montréal	381,0	1 499,9	1 880,9	171,5	1 709,4	0,0	0,0	0,0	164,3	833,5	319,0	564,1	0,0	1 880,9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 79 - Dépenses en RI des MO (Annexe 2)

PARI 2017-2018 (k \$)																
Portefeuille	Organisme ou Ministère ¹	Dépenses budgétées			Dépenses programmées											
		Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Total des dépenses	Encadrement	Continuité	Projets	Provision	Services internes	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision	Total des dépenses	
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	6 500,0	8 641,6	15 141,6	432,7	12 610,9	2 098,0	1 145,0	840,4	5 323,9	5 108,5	2 723,8	0,0	1 145,0	15 141,6	
	Commission des transports du Québec	200,0	1 720,2	1 920,2	81,7	1 738,5	100,0	100,0	394,6	93,4	1 208,2	124,0	0,0	100,0	1 920,2	
	Fonds aérien	500,0	1 268,6	1 768,6	0,0	1 418,6	350,0	250,0	675,0	544,6	75,0	224,0	0,0	250,0	1 768,6	
	Fonds de gestion de l'équipement roulant	100,0	2 030,6	2 130,6	100,6	1 799,9	230,1	0,0	383,0	579,2	629,9	538,5	0,0	0,0	2 130,6	
	Fonds de la sécurité routière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Fonds des réseaux de transport terrestre	16 829,3	32 892,2	49 721,5	1 627,9	44 843,3	3 250,3	2 999,3	3 336,7	15 845,7	16 792,4	10 747,4	0,0	2 999,3	49 721,5	
	Société de l'assurance automobile du Québec	103 096,8	109 414,6	212 511,4	11 020,7	53 554,3	936,4	912,5	10 044,2	31 857,6	35 208,1	5 963,4	2 525,6	912,5	212 511,4	
	Société des Traversiers du Québec	693,5	2 061,8	2 755,3	208,3	1 792,0	755,0	140,0	382,0	977,9	630,1	581,3	44,0	140,0	2 755,3	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Travail, Emploi et Solidarité sociale	0,0	96 049,0	96 049,0	6 960,7	87 485,6	1 602,7	0,0	60 045,2	7 064,6	28 261,8	0,0	677,4	0,0	96 049,0	
	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	32 554,3	74 715,6	107 269,9	13 438,0	64 695,3	29 136,6	24 030,7	0,0	25 165,5	34 649,0	2 844,2	20 580,5	24 030,7	107 269,9	
	Commission des partenaires du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	0,0	0,0	85,0	35,0	0,0	0,0	0,0	0,0	120,0	
	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	0,0	61,3	61,3	0,0	61,3	0,0	0,0	0,0	61,3	0,0	0,0	0,0	0,0	61,3	
	Fonds de développement du marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Fonds des biens et des services ²	0,0	395,6	395,6	0,0	3 093,9	0,0	0,0	21,9	62,5	161,5	0,0	2 848,0	0,0	3 093,9	
	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 000,0	3 575,5	21 575,5	660,2	16 504,5	4 410,8	0,0	1 242,5	7 322,0	8 334,7	2 652,0	2 024,3	0,0	21 575,5	
	Fonds du Tribunal administratif du travail	2 610,0	4 452,1	7 062,1	219,3	4 777,8	2 065,0	0,0	1 529,7	2 557,8	2 094,6	880,0	0,0	0,0	7 062,1	
	Fonds québécois d'initiatives sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	0,0	120,0	120,0	0,0	120,0	0,0	0,0	80,1	39,9	0,0	0,0	0,0	0,0	120,0	
	Régie du bâtiment du Québec	5 100,0	7 236,5	12 336,5	122,7	7 143,8	5 070,0	5 040,0	6 442,7	320,7	433,3	99,8	0,0	5 040,0	12 336,5	
Tribunal administratif du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Total général		456 372,4	1 263 133,9	1 719 506,3	109 671,2	1 236 601,6	392 427,9	230 745,1	218 390,3	371 014,3	484 834,7	189 848,6	243 867,7	230 745,1	1 738 700,7	

Note 1 : La liste des organismes est regroupée par portefeuille tel que présenté en date du 28 février 2018

Note 2 : La différence entre les dépenses de l'annexe 2 est due à la surprogrammation du financement.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 80 - Concours de recrutement

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus en 2014-2015 à 2017-2018 avec, pour chacun de ces concours : - Le nombre de postes offerts; - Le nombre de postulants; - La date; - La nature réservée ou non; - Le taux de réussite; - La répartition par région administrative; - La date de publication des résultats

Aucun concours

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 81 – Minorités visibles postulant à des concours

Pour chacun des concours précédant, mentionner : - Le nombre de postulant issu de communautés culturelles; - Le nombre de personnes handicapées; - Le nombre d'anglophone; - Le nombre d'autochtones; - Le nombre de jeune de 35 ans et moins.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 82 - Mesures de contrôle de dépenses

Pour les années comprises entre 2014-2015 jusqu'à 2017-2018, veuillez indiquer précisément et ce par ministère, organisme et entités quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.

Le document Stratégie de gestion des dépenses 2018-2019 présente un bilan des réalisations de la révision des programmes.

Ces réalisations ont contribué à résorber l'écart entre les coûts de reconduction et l'objectif de dépenses de programmes de chacun de ces exercices. Cet écart est indiqué dans le volume Stratégie de gestion des dépenses du Budget de dépenses de chacun de ces exercices financiers.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 83 - Bilan - stratégie de gestion des dépenses

Bilan des mesures déterminées par les ministères et organismes de la stratégie de gestion des dépenses du budget de 2017-2018 et prévisions 2018-2019 : a) Réduction du coût des communications gouvernementales; b) Approvisionnement en commun dans le réseau de la santé et des services sociaux; c) Poursuite des travaux visant l'adoption des meilleures pratiques pour améliorer la pertinence des soins de santé et les services sociaux ainsi que l'efficacité des services de santé physique; d) Poursuite de la révision de la structure organisationnelle de la Sûreté du Québec; e) Optimisation des besoins pour les centres de détention; f) Rationalisation de diverses dépenses au portefeuille Transports, Mobilité durable et Électrification des transports; g) Regroupement des services gouvernementaux en région; h) Gains d'efficacité à la suite de la fusion des organismes responsables de l'encadrement du travail; i) Suspension des bonis au personnel de direction et d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux; j) Diminution de la contribution gouvernementale versée à la Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui a cours sur les marchés des produits agricoles; k) Mise en place d'une nouvelle structure de financement pour les services de garde; l) Rapatriement de certaines activités des bureaux d'immigration du Québec à Montréal; m) Réduction du recours aux services professionnels externes.

L'ensemble des mesures précitées ont été réalisées ou sont en cours de réalisation. Au global, ces mesures ont permis de résorber l'écart présenté aux documents budgétaires déposés à l'Assemblée nationale.

Un bilan des principaux projets de révision des programmes réalisés depuis 2015-2016 est présenté au volume Stratégie de gestion des dépenses du Budget de dépenses 2018-2019.

SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 84 - Dépenses FINESSS

L'impact de l'exclusion des dépenses qui étaient auparavant imputées au Fonds de financement des établissements de santé et des services sociaux (FINESSS) aux efforts requis pour combler l'écart à résorber prévu dans le discours économique du Québec de l'automne 2016.

L'abolition du FINESSS n'a eu aucun impact sur l'effort à réaliser. Les dépenses planifiées par le FINESSS sont maintenant financées à même les dépenses de programmes, dont le niveau a été relevé d'un montant équivalent.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 85

Copie de la politique salariale.

Selon la Loi sur le Centre de services partagés du Québec, chapitre II, article 7, le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 86

Nombre de techniciens et professionnels oeuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les 10 dernières années en équivalent, ETC.

L'information concernant le portait de la main-d'œuvre en technologie de l'information se retrouve en ligne à l'adresse suivante :
[https://www.tresor.gouv.qc.ca/ressources-informationnelles/publications/ \(section Statistiques \)](https://www.tresor.gouv.qc.ca/ressources-informationnelles/publications/(section%20Statistiques))

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 87

Nombre de nouveaux ETC relié à l'informatique au CSPQ depuis 2014 par catégorie (105 et 108).

Dans le cadre de la mesure 13 de la Stratégie gouvernementale en TI Rénover l'État par les technologies de l'information du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), le CSPQ s'est vu octroyer 109 postes en technologies de l'information.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 88

Nombre de projet au CSPQ qui utilise le concept AGILE.

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 28 février 2018, 6 projets ont utilisé des concepts AGILE.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 89

État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.

Le gouvernement a confié au Centre de services partagés du Québec le rôle de Courtier en infonuagique. Le Courtier doit rendre disponibles des offres en infonuagique pour répondre aux besoins de la clientèle visée aux articles 7 et 104 à la loi constitutive du Centre.

Le catalogue d'offres de solutions courriel en infonuagique est disponible sur le Portail d'approvisionnement du Centre de services partagés du Québec à l'adresse suivante :

<http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/>

En accord avec le Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologie de l'information, les contrats avec les fournisseurs sont signés par les organismes publics et non par le Centre. Ce dernier s'assure, par le biais de l'entente-cadre, du respect de l'ensemble des conditions requises.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 90							
Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.							
NO DE CONTRAT	FIRME	OBJET	MONTANT (\$)	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	MONTANT DES PÉNALITÉS (\$)	COMMENTAIRES
VICE-PRÉSIDENTE AUX RESSOURCES MATÉRIELLES ET AUX MOYENS DE COMMUNICATION							
999731023	Groupe Lincora inc.	Mobilier métallique pour les clients du CSPQ	469 460,00	2017-06-21	2019-06-20	3 997,05	Il s'agit d'une pénalité en cas de retard dans le délai de livraison.
VICE-PRÉSIDENTE AUX SOLUTIONS D'AFFAIRES							
999729820	Les Services Conseils Systématix inc.	Réalisation de travaux d'architecture d'entreprise	532 000,00	2017-01-31	2018-01-31	23 000,00	Le prestataire de services n'a pas été en mesure de fournir une ressource demandée dans les délais prescrits.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 91

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les 10 dernières années.

Le Centre de services partagés du Québec ne collige pas cette information, notamment en raison du fait que plusieurs contrats sont conclus à forfait.

DEMANDE PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION NUMÉRO 92

État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.

Au cours de l'année 2017-2018, aucune autre phase de SAGIR n'a été autorisée ou débutée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Retourner à la table des matières

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 93					
État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR.					
NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET (millions \$)	RÉCENTS ESTIMÉS DU COÛT DU PROJET (millions \$)	SOMMES TOTALES ENGAGÉES À CE JOUR (millions \$)	POURCENTAGE DE RÉALISATION À CE JOUR
Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR)	Déployer un réseau moderne de radiocommunication mobile pour desservir les ministères et organismes (Sûreté du Québec, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère de l'Énergie et Ressources naturelles et ministère de la Santé et des Services sociaux).	331,5	322,2	320,5	100%

Bien que le projet soit complété à 100%, il demeure certaines sommes résiduelles à engager et à déboursier.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 94

État d'avancement du système de référence de la Commission de la Construction du Québec en spécifiant l'échéancier et les coûts.

Le Centre de services partagés du Québec ne participe pas au développement du système de référence de la Commission de la Construction du Québec.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Retourner à la table des matières

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 95				
Liste de projets informatiques en cours au CSPQ par projet en détaillant les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.				
NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	MONTANT ALLOUÉS (\$)	MONTANT DÉPENSÉ AU 28 FÉVRIER 2018 (\$)	RÉALISATION (%)
1. Implantation d'un gestionnaire de travaux en différé	Ce projet vise l'acquisition et la mise en place d'une solution d'orchestration des travaux en lots.	1 518 300	554 200	38
2. Mise à niveau des passerelles RTD	Le progiciel spécialisé de solution RpV mobile au cœur de la solution du service RTD est en fin de vie. Il est remplacé par un nouveau produit capable de supporter les réseaux sans fil spécialisés du CSPQ et les réseaux à large bande de nouvelle génération.	466 000	458 697	100
3. Mise à niveau du PGI - Réalisation	Ce projet vise la réalisation de la mise à niveau du progiciel de gestion intégré (PGI) à la base des Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) dont l'objectif principal est d'assurer la pérennité, la stabilité et l'intégrité de SAGIR.	37 385 100	6 551 224	33
4. Procédure/outil pour extraire une copie partielle de la base de données	Le projet a pour objectif d'optimiser le processus de création des livraisons des bases de données requises pour les essais de systèmes de SAGIR.	1 001 600	318 500	100
5. APOGE (Amélioration des processus et des outils de gestion de l'exploitation)	Le projet APOGE consiste à moderniser les processus et les outils soutenant la gestion des services en technologie de l'information afin d'en assurer l'intégration, l'harmonisation, l'optimisation et l'efficacité.	10 620 100	1 086 962	9
6. Planification et mise en oeuvre - Service centralisé de téléphonie sur IP	Le projet vise à doter le gouvernement du Québec et, par extension, l'ensemble des organismes publics, d'un service centralisé de téléphonie sur IP (SCToIP).	4 100 000	1 162 176	25
7. Programme d'amélioration de la couverture RENIR	Le Programme d'amélioration de la couverture consiste en l'ajout de 37 sites de radiocommunication permettant de couvrir toutes les zones de silence identifiées par la Sûreté du Québec.	24 102 300	19 787 541	84

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 96

Bilan de l'intégration des services aériens gouvernementaux en incluant les économies réalisées.

Les activités du Service aérien gouvernemental ont été transférées au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports le 1er janvier 2016, à la suite du décret 1181-2015.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 97

Bilan du passage de Bell à TELUS en ce qui a trait aux télécommunications gouvernementales.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits 2018-2019 puisque le passage de Bell à TELUS est complété depuis 2011.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 98

Prix moyen d'achat (du CSPQ) et prix moyen de vente (aux ministères et organismes) des appareils suivants :

- a) Ordinateurs;**
- b) Blackberry;**
- c) Iphone;**
- d) Comparaison avec les prix du marché.**

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) ne vend pas directement d'ordinateurs, de BlackBerry ou de iPhone. Il met plutôt en place des regroupements d'achats permettant de répondre aux besoins communs et récurrents exprimés par plusieurs ministères et organismes.

Au 31 décembre 2017, les acquisitions du CSPQ pour les micro-ordinateurs de table, les portables et les tablettes représentaient un montant total de 1 158 005,02 \$.

Au 28 février 2018, les acquisitions de téléphones cellulaires représentaient un montant total de 2 527, 00 \$.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 99

Politique de fixation des prix des appareils mentionné à la question précédente.

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) ne vend pas directement d'ordinateurs, de BlackBerry ou de iPhone. Il met plutôt en place des regroupements d'achats permettant de répondre aux besoins communs et récurrents exprimés par plusieurs ministères et organismes.

La liste des achats regroupés en vigueur au 28 février 2018 se retrouve à la réponse à la question 109 du deuxième groupe d'opposition.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 100

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année.

MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES (pour l'année 2017-2018)

Assemblée nationale
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Commissaire à l'éthique et à la déontologie
Commissaire au lobbying
Commission d'accès à l'information
Commission de la fonction publique
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des transports du Québec
Conseil du statut de la femme
Conseil supérieur de la langue française
Curateur public
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Directeur général des élections
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère de la Famille
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministère des Finances
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 100	
Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année.	
MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES (pour l'année 2017-2018)	
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	
Ministère du Conseil exécutif	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	
Ministère du Tourisme	
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Office de la protection du consommateur	
Office des personnes handicapées du Québec	
Office québécois de la langue française	
Protecteur du citoyen	
Régie des alcools, des courses et des jeux	
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	
Régie du logement	
Secrétariat du Conseil du trésor	
Sûreté du Québec	
Vérificateur général	
SOUS-TOTAL	
43	

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 100

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année.

ORGANISMES NON BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX (pour l'année 2017-2018)

Agence du revenu du Québec
Agence métropolitaine de transport
Autorité des marchés financiers
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Centre de la francophonie des Amériques
Centre de recherche industrielle du Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds aérien
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'information sur le territoire
Fonds de financement
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de la sécurité routière
Fonds de partenariat touristique
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies
Fonds de recherche du Québec – Santé
Fonds de recherche du Québec – Société et culture
Fonds des biens et des services

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 100

Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année.

ORGANISMES NON BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX (pour l'année 2017-2018)

Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux
Fonds des ressources naturelles
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique
Fonds Vert
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Institut national de santé publique du Québec
Institut national des mines
La Financière agricole du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des professions du Québec
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Régie de l'énergie
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Régie du bâtiment du Québec
Société de développement de la Baie-James
Société de développement des entreprises culturelles
Société de l'assurance automobile du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 100	
Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ depuis sa création en ventilant par année.	
ORGANISMES NON BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX (pour l'année 2017-2018)	
Société des établissements de plein air du Québec	
Société des traversiers du Québec	
Société d'habitation du Québec	
Société du Centre des congrès de Québec	
Société du Grand Théâtre de Québec	
Société du Palais des congrès de Montréal	
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	
Société du Plan Nord	
Société québécoise d'information juridique	
Société québécoise de récupération et de recyclage	
Société québécoise des infrastructures	
Transition énergétique Québec	
Tribunal administratif des marchers financiers (Fonds du)	
Tribunal administratif du Québec (Fonds du)	
Tribunal administratif du travail (Fonds du)	
SOUS-TOTAL	71
TOTAL	114
Cette liste est basée sur les annexes 1 et 2 du Contrôleur des finances (ministères et organismes budgétaires et non budgétaires). Les clients du réseau de la santé et des services sociaux, du réseau de l'éducation, les entreprises du gouvernement ainsi que les municipalités ne se retrouvent pas sur cette liste.	

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 101

Implantation du PAE au CSPQ et prévisions 2018-2019

Le CSPQ a déployé son offre de services partagés en matière de PAE en 2009. Au 28 février 2018, il desservait 27 204 employés répartis dans 26 ministères et organismes (MO) clients.

Tarifification en vigueur :

DESCRIPTION	TARIF 2017-2018
La prestation de services assumée par l'équipe du CSPQ, dont le tarif est établi en fonction du coût de revient	Tarif annuel : 42,44 \$ / employé
Les consultations référées à des professionnels de la santé externes (psychologues, travailleurs sociaux, cures pour dépendances, etc.)	Coût réel, plus 3 % de frais d'administration*

* Le pourcentage et le montant maximal qui est remboursable par employé pour des consultations externes dans le cadre du PAE est déterminé par chaque MO client.

	2017-2018 (données réelles au 31 décembre 2017) ¹
Revenus	1 673 932,66 \$
Charges	1 447 263,35 \$
Excédent (déficit)	226 669,31 \$

¹ Donnée la plus récente disponible.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 102	
Nombre et liste de ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement et coût mensuel pour le service.	
NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	COÛT MENSUEL
Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT)	3 350,22
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	44 233,12
Ministère de la Famille (MFA)	7 641,95
Régie du Bâtiment (RBQ)	1 627,10

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 103

Salaire annuel total du nouveau et de l'ancien président directeur général, en spécifiant la rémunération variable et les avantages sociaux.

Les décrets de nomination sont publiés à la Gazette officielle du Québec et sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <http://www3.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/gazetteofficielle.fr.html>

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 104

Nouvelle prévision de coût pour les 7 phases de SAGIR.

Au cours de l'année 2017-2018, aucune autre phase de SAGIR n'a été autorisée ou débutée.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 105

Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectées à SAGIR et mandat.

SECTEUR	MANDAT	NOMBRE D'EMPLOYÉS*	NOMBRE DE RESSOURCES EXTERNES*
Direction générale du développement des solutions d'affaires	Cette unité a pour mandat de concevoir, de faire évoluer et de mettre en œuvre des solutions d'affaires gouvernementales et organisationnelles.	58	57
Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires	Cette unité a pour mandat d'exploiter les solutions gouvernementales et organisationnelles. Elle a également la responsabilité du pilotage SAGIR et SAGIP (système de paie). De plus, elle gère les centres de services en ressources informationnelles de Rimouski et de Saguenay.	159	25
		217	82

* Les employés et ressources externes de ces deux directions générales ont divers mandats sur différentes plateformes et différents systèmes. Les ressources ne sont pas affectées à plein temps à SAGIR.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 106

Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version v.12 de la licence Oracle.

ÉTAPES GLOBALES	ÉCHÉANCIER
Démarrage des travaux	1 ^{er} juin 2016
Activités de démarrage	Juin 2016 à mars 2017
Mise en place de l'infrastructure technologique	Terminée en décembre 2017
Migration des composants	Janvier 2017 à mars 2018
Essais de performance, de systèmes et intégrés	Octobre 2017 à septembre 2018
Activités de gestion du changement et formation	Débuté en septembre 2017
Communications avec les ministères et organismes	Débuté en mars 2017
Mise en production	18 décembre 2018 au 7 janvier 2019
Fin du projet	31 mars 2019

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 107

Nombre d'employés et ressources utilisées depuis 2010 sur le projet pilote Oracle Learning Management (OLM) du SGR2.

Aucune ressource n'a travaillé sur le projet pilote Oracle Learning Management depuis 2010.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 108

L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).

Le projet de Système d'information intégré client n'a pas démarré. Cependant, deux autres projets couvrent l'ensemble des besoins exprimés dans la portée de ce projet :

- Un projet pour soutenir la relation clientèle
- Un projet pour soutenir l'information de gestion du Centre

Le Centre est présentement à l'étape de la réalisation des dossiers d'opportunité en lien avec ces deux projets.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 109								
Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ depuis les deux dernières années.								
LISTE DES ACHATS REGROUPÉS EN VIGUEUR AU 28 FÉVRIER 2018 AU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC								
REGROUPEMENTS D'ACHATS	CLIENTÈLES				CONTRATS			
	MO	AUTRES ¹	TOTAL	TAUX DE PÉNÉTRATION (MO) ²	DURÉE	DÉBUT	FIN	
Ameublement et déménagement								
1	Déménagement des biens meubles résidentiels	53	0	53	36%	3 ans	2018-02-01	2021-01-31
2	Déménagement et aménagement des biens meubles gouvernementaux	83	0	83	56%	5 ans	2015-10-30	2020-10-29
Fournitures de bureau, papiers et cartons								
3	Fourniture de bureau	110	17	127	74%	3 ans	2015-07-01	2018-06-29
4	Papier pour photocopieurs et imprimantes	146	51	197	99%	1 an	2017-03-01	2018-02-28
Gestion de l'information								
5	Communiqués de presse (diffusion)	124	14	138	84%	2 ans	2016-06-15	2018-06-14
6	Nouvelles sur commande	20	2	22	14%	5 ans	2016-09-01	2021-08-31
7	Revue de presse écrite	81	16	97	55%	3 ans	2017-04-01	2020-03-31
8	Service de veille des médias électroniques	77	15	92	52%	3 ans	2017-04-01	2020-03-31
Messagerie, traitement du courrier et des documents								
9	Destruction sur place de documents confidentiels	75	47	122	51%	3 ans	2017-12-13	2020-11-30
10	Messagerie rapide - livraison le lendemain	127	28	155	86%	3 ans	2016-07-01	2019-06-30
11	Messagerie rapide livraison le jour même (Québec et Montréal)	117	16	133	79%	3 ans	2016-02-29	2019-02-28
Produits pétroliers								
12	Carburants en vrac et huile à chauffage	21	46	67	14%	3 ans	2017-04-01	2020-03-31
Technologies de l'information (logiciels)								
13	Oracle Produit Technologiques	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	5 ans	2016-11-23	2021-11-22
14	Microsoft Select Plus	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2015-10-01	2018-09-30
15	Acquisition et renouvellement de licences SAS PC	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2016-12-01	2019-11-30
16	Logiciel IBM	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2017-07-05	2020-07-04
17	Logiciel Comvault	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2017-03-27	2020-03-26

1- Municipalités et établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

2- Calculé sur une base de référence de 148 MO.

3- Consommation au 31 décembre 2017, sauf indication contraire.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

REGROUPEMENTS D'ACHATS		CLIENTÈLES				CONTRATS		
		MO	AUTRES ¹	TOTAL	TAUX DE PÉNÉTRATION (MO) ²	DURÉE	DÉBUT	FIN
Technologies de l'information (logiciels) (suite)								
18	Logiciel Red Hat	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2017-07-04	2020-07-03
19	Logiciel Compuware	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2016-03-31	2019-03-31
20	Microsoft Entreprise RSSS	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2016-04-01	2019-03-31
21	Microsoft Select Plus RSSS	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2016-07-29	2019-07-31
22	Acquisition et renouvellement de licences SAS Serveur	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2016-12-01	2019-11-30
23	Logiciel Vmware	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2017-07-05	2020-07-04
Technologies de l'information (matériel)								
24	Cartouches d'impression et consommables (originaux, compatibles et réusinés)	128	39	167	86%	4 ans	2016-07-01	2020-06-30
25	Commutateurs réseaux et accessoires	80	19	99	54%	5 ans	2017-11-15	2022-11-14
26	Imprimantes et multifonctions	116	36	152	78%	4 ans	2016-07-01	2020-06-30
27	Micro-ordinateurs de table, portables, serveurs x86 et tablettes	148	69	217	100%	3 ans	2016-07-01	2019-06-30
28	Services de mobilité cellulaire	147	162	309	99%	10 ans	2015-10-21	2025-10-20
Technologies de l'information (services)								
29	Services de courtage d'information en TI	32	13	45	22%	3 ans	2016-12-01	2019-11-30
Transport et hébergement								
30	Transport des personnes par autocar	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	2 ans	2017-12-01	2019-11-30
31	Transport des personnes par train	148	Ouvert à tous	Ouvert à tous	100%	3 ans	2018-02-01	2020-01-31
Véhicules								
32	Achats de véhicules légers	28	9	37	19%	1 an	2018-01-01	2018-12-31
33	Gestionnaire de cartes de crédit (essence)	65	Ouvert à tous	Ouvert à tous	44%	5 ans	2015-06-01	2020-05-31
34	Location de véhicules automobiles	83	32	115	56%	2 ans	2018-01-01	2019-12-31
35	Location de machinerie lourde avec opérateur	5	0	5	3%	1 an	2017-04-01	2018-03-31
36	Pneus neufs, rechapés et remoulés	92	93	185	62%	2 ans	2016-04-01	2018-03-31
Chaussures et accessoires de sécurité								
37	Chaussures pour employés en uniforme et accessoires de sécurité	30	3	33	20%	3 ans	2016-10-11	2019-10-10

1- Municipalités et établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

2- Calculé sur une base de référence de 148 MO.

3- Consommation au 31 décembre 2017, sauf indication contraire.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 110

Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines du CSPQ (CPU et mémoires).

Plateforme centrale

CPU : La puissance (millions d'instructions par seconde - MIPS) des machines du Centre de services partagés du Québec est utilisée à 98,6 % par les ministères et organismes (MO).

Mémoires : La capacité totale de stockage de la plateforme centrale utilisée par les MO est de 97,8 %.

Plateforme intermédiaire

Les machines du Centre sont utilisées comme suit :

- volet CPU :

- pourcentage d'utilisation par les MO : 95,3 %.

- volet mémoire :

- pourcentage d'utilisation par les MO : 97,8 %.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 111

Détails du projet UGO, ressources consacrées depuis 2010.

La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 112

Taux de rétention par catégorie de personnel au CSPQ pour les années entre 2011-2012 et 2017-2018.

Taux de rétention ⁽¹⁾ par catégories d'emploi	2017-2018 au 2018-02-28 (%)
Cadres	82,6
Professionnels	87,8
Techniciens et assimilés	89,7
Personnel de bureau	86,3
Ouvriers	72,7
TAUX GLOBAL CSPQ	87,8

⁽¹⁾ Le taux de rétention est la proportion du personnel en poste dans l'année visée (incluant les embauches) par rapport à ceux ayant quitté pour des motifs de retraite, mutation (départ), promotion avec concours (départ) et démission.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 113

Suivi des embauches des 500 informaticiens au CSPQ et ventilation par corps d'emploi.

Dans le cadre de la mesure 13 de la Stratégie gouvernementale en TI *Rénover l'État par les technologies de l'information* du Secrétariat du Conseil du trésor, le CSPQ s'est vu octroyer 109 postes en technologies de l'information.

CORPS D'EMPLOI	NOMBRE D'EMBAUCHES TOTAL (au 31 mars 2018)
Conseiller en technologies de l'information (108)	55
Technicien en informatique (272)	3
TOTAL	58

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 114

Bilan de l'implantation du plan de transformation du CSPQ en 2018-2019.

Le plan de transformation organisationnelle 2015-2018 est terminé depuis le 31 mars dernier.

Les bilans des années 2015-2016 et 2016-2017 sont présentés aux rapports annuels de gestion de 2015-2016 et de 2016-2017.

Le bilan 2017-2018 est en cours et sera présenté dans le Rapport annuel de gestion 2017-2018, lequel sera déposé à l'Assemblée nationale au cours des prochains mois.

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 115

Une copie du dernier rapport sur l'état de la gestion du CSPQ prévu à la loi sur le CSPQ.

L'information demandée se trouve à cette adresse :

https://www.cspq.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_client/Centre_documentaire/A_propos/Documentation_administrative/RA_BDO.pdf

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 116

Une copie du plan stratégie du CSPQ.

L'information demandée se trouve à cette adresse :
<https://www.cspq.gouv.qc.ca/nouvelles/detail/article/plan-strategique-2018-2021/>

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

[Retourner à la table des matières](#)

QUESTION PARTICULIÈRE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION 117

Ventilation des économies réalisées, par année, de 2015-2016 à 2017-2018.

DOMAINES D'ACTIVÉS		2016-2017 (M\$)
Acquisitions	Économies découlant d'achats regroupés	56,3
	Placement médias	24,9
Moyens de communication	Publicité	-
Ressources financières	Services opérationnels en soutien à SAGIR	1,9
Ressources humaines	Gestion de la rémunération et des avantages sociaux	3,8
Ressources informationnelles	Infrastructures réseau et services téléphoniques	16,1
	Infrastructures	22,4
	Communication et collaboration	4,3
TOTAL DES ÉCONOMIES		129,7

Information présentée dans le Rapport annuel de gestion 2016-2017.

*Les économies gouvernementales ne sont évaluées qu'une seule fois par exercice financier. Les économies gouvernementales pour 2017-2018 seront présentées dans le Rapport annuel de gestion.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 118 - Ententes avec Services Québec

Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

Cette demande sera répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 119 – Points de service

Liste des points de services de Services Québec et effectifs pour chacun d'eux.

Cette demande sera répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 120 – Dossiers citoyens

Nombre de « dossiers citoyens » actif en 2011-2012 à 2017-2018.

Cette demande sera répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 121 - Liste détaillée des projets au PQI

Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste détaillée, ventilée par secteur d'activité, par région administrative et par niveau de priorités des projets, de tous les projets d'infrastructures en précisant pour chacun : a) l'état d'avancement du projet; b) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet, par phase s'il y a lieu; c) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts; d) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour; e) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu; f) bilan des sommes déjà investies pour chaque année financière et prévisions pour 2018-2019 et chacune des années financières suivantes.

Cette demande sera répondue par la demande particulière de l'opposition officielle numéro 25.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 122 - Projets inscrits au PQI

Indiquer le coût estimé, le coût réel et l'écart de coûts, pour tous les projets qui ont été inscrits au PQI depuis sa création et qui ont été réalisés.

L'évolution des besoins pour un projet se précise tout au long de son analyse. Cet examen fait en sorte qu'on ne peut comparer des coûts estimés de façon préliminaire aux coûts réels finaux sans avoir le détail des explications pertinentes.

Par ailleurs, en adoptant, en février 2014, la directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique (projets de 50,0 M\$ et plus, sauf pour les infrastructures routières dont le montant a été établi à 100,0 M\$), le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'autorisation et de suivi de ses projets. Plusieurs étapes d'analyse sont requises et permettent d'assurer une planification selon les meilleures pratiques, limitant les dépassements de coûts.

Ainsi, tous les dossiers majeurs doivent franchir les étapes d'analyse et de planification des projets tel que prévu à la «Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publique».

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 123 - Projets sous-évalués inscrits au PQI

Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.

Tous les projets majeurs sont assujettis à la « Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique », par laquelle le gouvernement s'est doté d'un processus rigoureux d'analyse qui lui permet d'autoriser un prix bien documenté au dossier d'affaires.

Les autres projets sont sous la responsabilité des ministères et organismes qui doivent s'assurer que ceux-ci suivent les bonnes pratiques de gestion.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 124 - Projets ajoutés au PQI au cours des 3 dernières années

La liste de tous les projets qui ont été ajoutés au cours des trois dernières années au PQI.

Pour la liste des projets ajoutés au PQI 2018-2028, veuillez-vous référer à la section 4.2 «Les projets de la liste dont le degré d'avancement a changé en 2017-2018» de la partie II - «Le Plan québécois des infrastructures 2018-2028» du document «Les infrastructures publiques du Québec», déposé à l'Assemblée nationale le 27 mars 2018, à la page 91.

Pour la liste des projets ajoutés au PQI 2017-2027, veuillez-vous référer à la section 4.1 «Les projets qui ont changé de catégorie d'avancement en 2016-2017» de la partie II - «Le Plan québécois des infrastructures 2017-2027» du document «Les infrastructures publiques du Québec», déposé à l'Assemblée nationale le 28 mars 2017 à la page 54.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 125 - Projets remis en question par le CT

Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.

Veillez-vous référer à la section 4.4 «Les projets retirés de la liste » de la partie II - «Le Plan québécois des infrastructures 2018-2028» du document «Les infrastructures publiques du Québec», déposé à l'Assemblée nationale le 27 mars 2018, à la page 94.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 126 – Projets remis en question par le Conseil du trésor

Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.

Cette question est répondue par la demande numéro 125 du deuxième groupe d'opposition.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 127 - Projets financés par un ministère et par un fonds

Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.

Les investissements du gouvernement du Québec de 100,4 G\$ présentés au PQI 2018-2028 sont assumés en majorité à partir des crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes (56,1 %). Le solde des investissements du gouvernement du Québec est assumé par différents fonds spéciaux (30,7 %) et organismes autres que budgétaires (3,3 %). Enfin, les investissements prévus à l'enveloppe centrale ne sont pas répartis par source de financement.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 128 - Projets retirés du PQI dans les 3 dernières années

Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

Pour la liste des projets retirés au PQI 2018-2028, veuillez-vous référer à la section 4.4 «Les projets retirés de la liste» de la partie II - «Le Plan québécois des infrastructures 2018-2028» du document «Les infrastructures publiques du Québec», déposé à l'Assemblée nationale le 27 mars 2018, à la page 94.

Pour la liste des projets ajoutés au PQI 2017-2027, veuillez-vous référer à la section 4.2 «Les projets retirés de la liste» de la partie II - «Le Plan québécois des infrastructures 2017-2027» du document «Les infrastructures publiques du Québec», déposé à l'Assemblée nationale le 28 mars 2017 à la page 56.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
DEMANDES DE QUESTIONS PARTICULIÈRES DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 129 – Liste et valeur des projets à l'étude chez SQI mais non inscrite dans le PQI

[Retourner à la table des matières](#)

Liste et valeur des projets à l'étude chez la SQI mais non inscrite dans le PQI

Il n'y a pas de projet à l'étude à la Société québécoise des infrastructures, non inscrit au PQI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
DEMANDES DE QUESTIONS PARTICULIÈRES DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 130 – Évolution annuelle des ETC à Infrastructure Québec depuis sa création

[Retourner à la table des matières](#)

Évolution annuelle des ETC à Infrastructure Québec depuis sa création. Ventilation par poste.

Les employés d'Infrastructure Québec font partie des effectifs de la Société Québécoise des infrastructures depuis le 13 novembre 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
DEMANDES DE QUESTIONS PARTICULIÈRES DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 131 – État de situation et bilan des actions posées pour améliorer l'expertise chez Infrastructure Québec

[Retourner à la table des matières](#)

État de situation et bilan des actions posées pour améliorer l'expertise chez Infrastructure Québec

Compte tenu de la fusion d'Infrastructure Québec avec la Société immobilière du Québec, l'amélioration de l'expertise se fait dans le cadre de la création de la Société québécoise des infrastructures.

